



**Les vieux
nous racontent**

hier et aujourd'hui

DOSSIERS
«**VIE OUVRIÈRE**»

no 123

DOSSIERS "VIE OUVRIÈRE"

AU SERVICE DES MILITANTS CHRÉTIENS DU MONDE OUVRIER

Comité de la rédaction

Denise Gauthier, Robert Guimond, Raymond Levac

Lorenzo Lortie, Guy Ménard, Jules Paradis

Collaboration: Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.)

Mouvement des Travailleurs Chrétiens (M.T.C.)

Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (C.P.M.O.)

Paul-Émile Charland, rédacteur en chef

Lucie Lebœuf, assistante à la rédaction et à la promotion

Secrétariat: Édith Georges

Abonnement: \$8.00 pour un an

Adresse: 1201, rue Visitation, Montréal, Canada, H2L 3B5

Téléphone: (514) 524-3561

Courrier de deuxième classe — Enregistrement no 0220

ISSN 0384-1146

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec

Indexée dans le Répertoire analytique d'articles de revue du Québec (RADAR)

Imprimerie Notre-Dame, Richelieu, Qué.

sommaire

Mars 1978 — Vol. XXVIII, N° 123

ÉDITORIAL

Les vieux nous ont raconté *Paul-Émile Charland* 130

DOSSIER

Le syndicalisme à St-Hyacinthe *Georges Patenaude* 133

Bûcheron dans le Bas-du-Fleuve *Alfred St-Pierre* 140

La vie d'un lumber jack *Henri Gauthier* 145

Deux couples de Valleyfield *René et Élisabeth Leboeuf*
Aurèle et Alice Berger 149

Pourquoi je me suis engagé dans le syndicat
Paul-Émile Bourbeau 157

Des travailleurs mis à la retraite forcée (Dupuis Frères)
M. Benoît 161

Devenir étranger chez soi: les amérindiens *Lucie Leboeuf* 165

Pour une histoire populaire *Pistes de travail* 172

La situation économique des retraités *Michel Thiénot* 175

Les recommandations du Manifeste *L.L.* 179

La préparation à la retraite est aussi
une responsabilité syndicale *Thérèse Desjardins* 181

CHRONIQUE

Une société à refaire: mais comment? *Politisés chrétiens* 185

RECENSIONS 191

NOUVELLES BRÈVES 192

Les vieux nous ont raconté

Ce dossier sur les personnes âgées renferme deux volets, deux parties qui se tiennent et se complètent: un aspect historique et un aspect actuel. Ce double regard sur le passé des personnes âgées et sur leur situation présente voudrait faire ressortir avec plus de relief l'insouciance de notre société à leur égard.

Les vieux nous ont d'abord raconté, avec la lucidité qui leur est propre, la vie de travail qu'ils ont vécue: c'est toute l'histoire des 60 dernières années que nous revoyons dans ces mains calleuses et ces visages ridés. Ils nous ont aussi raconté, mais avec beaucoup plus de difficulté, la situation économique où ils sont réduits à vivre.

Ce dossier leur appartient, mais nous sommes bien conscients qu'il ne fait qu'ouvrir une porte sur le monde oublié que sont les travailleurs âgés. Les pistes de travail que nous suggérons et les solidarités auxquelles nous invitons, devraient nous inciter à poursuivre cette action.

Les pionniers du monde ouvrier

À travers les interviews que nous avons recueillis, un certain nombre de traits se dégagent avec vigueur: l'histoire du monde ouvrier compte aussi ses héros. Si certains secteurs profitent aujourd'hui de conditions de travail que l'on peut tout de même qualifier de raisonnables, quand on les compare à ce qu'elles étaient il y a 30 ans, il est important de se rappeler qu'elles ne sont pas tombées du ciel comme on ne sait quel miracle divin. Des hommes comme Georges Patenaude ont dû se battre, non pas à coups d'armes, — ils ont laissé cela à la police — mais à coups de convictions humaines qu'ils ont dû d'abord implanter dans la tête de leurs compagnons d'infortune, abrutis par les 60 heures de travail par semaine, sans aucunes vacances.

Voilà, en bref, ce que nos pères nous ont raconté. Volontiers ils vous rappelleront qu'ils ont commencé à travailler à l'âge de 14 ans

pour aider la famille, obligés souvent à s'éloigner du foyer pour trouver de l'emploi "dans les chantiers" ou dans la construction des infra-structures comme les routes, la voie ferrée ou la canalisation. L'industrie qui s'implantait avec ses machines rudimentaires, en a happé un certain nombre, handicapé une autre portion.

Comme Pierre Bourbeau et Georges Patenaude, ils se sont battus au nom de leur foi et de leur espérance chrétienne, pour des conditions de travail plus humaines. L'histoire du syndicalisme ne peut ignorer ce fait. L'histoire de l'Église non plus. Inspirés par certains pasteurs, mais à l'encontre d'un grand nombre d'autres, ils ont mis sur pied un syndicalisme qu'ils voulaient "fort" et qui leur appartiendrait.

La sagesse des anciens

Dans leurs réflexions, empreintes parfois de malice ou d'amertume, se révèle une sagesse humaine qu'il serait prétentieux d'ignorer. Le regard qu'ils portent sur le monde ouvrier d'aujourd'hui les rend spontanément plus près des petits travailleurs et des non-syndiqués, dont ils ont expérimenté les conditions de vie.

Ils ont également connu les débuts du syndicalisme et la nécessité de voir avant tout à l'éducation des travailleurs. C'est pourquoi il ne faut pas se surprendre de les voir juger avec sévérité certaines actions du mouvement syndical actuel et certains groupes de travailleurs. Ils n'ont pas pour cela perdu confiance dans la solidarité ouvrière et l'action syndicale, car leur expérience leur a appris à ne pas trop compter sur la générosité des patrons ni sur la sympathie des gouvernements.

La sagesse des anciens travailleurs pourrait paraître folie aux yeux des plus jeunes. Mais il n'en est rien. À la Penman de St-Hyacinthe, par exemple, la moyenne d'âge des travailleurs en 1955 était plus élevée qu'aujourd'hui, et c'est presque à l'unanimité qu'ils avaient voté en faveur de la grève, alors qu'en 1974 elle n'a été remportée qu'avec 63%. Nos ancêtres n'étaient pas moins combattifs. Leurs luttes leur ont cependant acquis un certain nombre de convictions que nous aurions avantage à recueillir

La situation économique des retraités

Les "vieux" nous ont aussi parlé de la situation économique dans laquelle ils vivent. Des travailleurs sociaux de la Faculté d'éducation per-

manente de l'Université de Montréal ont recueilli leur parole et en ont fait un Manifeste. "Que des retraités et pré-retraités québécois se réunissent pour évaluer leurs conditions de vie et se concertent pour les transformer socialement à partir d'un manifeste, c'est une première au pays" (Michel Thiénot).

Après avoir travaillé dans les conditions décrites plus haut, "la majorité des québécois et québécoises de 65 ans et plus, vit actuellement en dessous du seuil de la pauvreté, en ayant comme principal revenu les rentes publiques — 310,000 personnes sur un total de 490,000 en janvier 1977, c'est-à-dire 63%"¹.

Ce qu'ils recommandent? Nous le savons, les personnes âgées ne sont ordinairement pas exigeantes, elles ont appris à se contenter de peu. Aussi, les recommandations qu'elles proposent et qu'elles nous invitent à appuyer sont-elles un minimum qui leur permettrait de recevoir leur part des "richesses développées par les travailleurs et auxquelles ils ont largement contribué" (Manifeste).

Les travailleurs d'aujourd'hui seront les retraités de demain: c'est pourquoi le dossier veut attirer l'attention sur la responsabilité syndicale à l'égard de la préparation à la retraite. Un certain nombre de recommandations sont proposées par le Manifeste, car il ne faut pas l'oublier, "c'est la vie de travail qui détermine en dernière analyse ce que sera la retraite des travailleurs" (T. Desjardins).

Paul-Émile CHARLAND

¹ *La situation économique des retraités au Québec.* Manifeste préparé et rédigé par un groupe de retraités et de pré-retraités. Septembre 1977, Faculté de l'éducation permanente, Université de Montréal.

Le syndicalisme à St-Hyacinthe

Georges PATENAUDE

J'ai commencé à travailler en 1931, à le Penman, à l'âge de 13 ans; je suis entré dans le département du "spinning". En temps normal nous pouvions être entre 700 et 800 employés; durant la guerre on est monté jusqu'à 1,200. Ensuite je suis devenu monteur de bobines et puis fileur. Quand j'ai laissé l'usine, en 1948, j'étais fileur. Je suis entré agent d'affaire au syndicat du tricot, j'étais alors permanent.

En 1931, il n'y avait pas de syndicat, mais il y avait un noyautage qui se faisait par le syndicat du tricot, affilié à la C.T.C.C. J'ai signé ma carte le 27e; j'étais dans le "spinning" et ça a commencé dans la "weave-room". Il s'est agrandi à mesure que l'on trouvait des poteaux dans les divers départements.

La fondation du syndicat

J'étais allé à une assemblée de tisserands, c'est là que j'ai commencé à travailler pour le syndicat. La cotisation était de 25 cents par mois, et elle était collectée à la mitaine. J'ai fait entrer tous les gars de la spinning, c'est là que la boule de neige a commencé. Mais il manquait le plus gros département, celui des femmes de la couture, 250 environ. On est venu à bout de trouver une fille qui a bien voulu en parler à d'autres.

Quand on a commencé, les syndicats n'étaient pas accrédités: on était sous la loi des syndicats professionnels. Cette loi donnait le droit de négocier une convention collective, mais à condition que le patron veuille négocier: c'est là qu'est le point. Alors en 1944, quand la loi de la

Commission des relations ouvrières est entrée en vigueur, on a demandé notre reconnaissance syndicale. Le patron était obligé de négocier. Le syndicat était alors entré dans toute l'usine.

Ça a pris 3 ans. On n'avait pas signé de contrat, mais la seule chose qu'on avait pu aller chercher c'est une augmentation de 5 cents l'heure pour tout le monde. Mais il n'y avait pas seulement l'argent, il y avait aussi toutes les conditions de travail à discuter. On a commencé à aller rencontrer le patron et il trouvait que c'était une bonne chose. Alors on lui a donné toute une liste: il nous a dit qu'on n'aurait pas ça demain matin. Ce n'est pas ce qu'on voulait, mais on demandait du changement dans les conditions de travail des départements, l'hygiène, les machines qui étaient très dangereuses, toutes des affaires de même. La compagnie nous a accordé des changements, mais il en restait encore beaucoup.

Le climat de travail

Il y avait un grand pourcentage de jeunes de 14 à 18 ans. La façon dont on était traité dépendait des contremaîtres. C'est avec eux qu'on avait le plus de difficultés; ce sont eux qui faisaient la loi. Il n'y avait personne qui allait voir la compagnie au grand bureau, le monde avait peur. Mais quand le syndicat a été entré, ça n'a plus été pareil.

Je me rappelle la première fois où je suis allé rencontrer le gérant, un anglais qui ne parlait pas français. J'avais été le voir à 9.00 heures du matin, j'étais alors président du syndicat. La seule chose qu'il m'a dit c'est "Scram" (va-t-en!). Mais mon document était rendu. Ça a pris 2 mois avant qu'on reçoive une nouvelle.

Ils avaient peur que le gérant les mettent dehors. Je me suis dit: je n'ai rien à perdre. Cette peur n'était pas fondée: c'est vrai qu'avec le syndicat et les lois qui nous protégeaient, ce n'était plus pareil du tout. Avec la compagnie Penman, je n'ai jamais eu de troubles; c'est avec les contremaîtres, et il y en a plusieurs que l'on a fait mettre à la porte.

Ils nous mettaient facilement à la porte, les jeunes surtout, ou bien nous traitaient à coups de pieds au derrière. Du côté des femmes, c'était la question de morale. Cette fois-là, je me rappelle, on avait été rencontrer le gérant Bailey à ce propos-là: il sautait dans son bureau. Il appelle les 2 contremaîtres de cette section-là et me fait répéter ce que j'avais dit. Il me répond: "Ça ne se peut pas!" Mais j'avais des preuves par écrit: si vous voulez, je vais les déposer. Il me dit: "Je vais m'occuper de ça,

M. Patenaude, et on va avoir besoin de vous". J'avais pris des renseignements auprès de M. Chabot, le fondateur des syndicats, qui m'avait dit de me faire donner des preuves écrites parce que c'était grave. Il m'a préparé un texte de plainte, et le gérant les a pris sur le fait.

On travaillait 60 heures par semaine, à 13 cents de l'heure: 5 jours de 12 heures. Les journées étaient de 7.00 heures à 7.00 heures, avec une heure pour manger, le midi. Certains départements marchaient 24 heures par jour mais les femmes ne pouvaient pas travailler la nuit, c'était la loi.

Le temps de la guerre

J'ai été exempté de la guerre par la compagnie. Le matin où j'ai été appelé j'ai apporté mon papier à mon boss. Il m'a dit: "Je vais en parler au gérant". Celui-ci m'appelle et me dit: "Allez passer votre examen et ne dites pas un mot". Je n'en ai jamais plus entendu parler. Il pouvait y en avoir eu d'autres comme moi, mais je n'en ai pas eu connaissance.

Mais durant la guerre on travaillait ah ça oui!: le soir jusqu'à 11.00 heures et le samedi jusqu'à 6.00 heures. Mais on n'était rémunéré au temps supplémentaire qu'après 48 heures seulement. Ça avait commencé à l'été de 1939, il y avait un gros boom d'ouvrage. On se disait: il doit y avoir quelque chose qui s'en vient parce qu'on sortait de la crise. Le personnel est monté jusqu'à 1,200 employés; on travaillait pour les soldats: combinaisons, bas, couvertures, pantalons, feutre. Moi, j'étais sur la ligne des bas de laine. Dire qu'il fallait que le monde aille se faire tuer pour pouvoir avoir de l'ouvrage!

Les conditions de travail

Des vacances, on n'en avait pas, jusqu'à ce qu'on soit reconnu par la Commission des relations ouvrières: ce n'était pas à la mode. Celui qui allait aux noces ou à des funérailles perdait ses journées, il n'y avait rien de payé. Cela jusqu'en 1944, avec notre premier contrat.

Pour l'hygiène, les toilettes étaient très malpropres: il n'y avait pas d'homme pour faire le ménage. On ne faisait pas nos besoins dehors, mais c'était juste. Le syndicat a aidé beaucoup sur ce côté-là. Ce n'est qu'après notre premier contrat de travail que la compagnie a engagé un homme d'entretien.

La sécurité au travail n'était pas grande. Il y avait bien une loi, mais elle n'était pas aussi rigide que la loi actuelle des accidents de travail. J'avais fait une plainte à la Commission: il est arrivé un inspecteur et c'est avec lui que ça a débouché. Il a fait une liste d'ordres au patron pour les choses à réparer: il y en avait trois pages.

J'ai vu, par exemple, sur les machines à carder la laine, il y en a beaucoup qui se sont fait arracher des doigts. Il n'y avait pas de gardes pour protéger des piques quand on alimentait la machine. Il a obligé la compagnie à installer des gardes.

Ou encore, les contremaitres obligeaient les employés à nettoyer la cardeuse en opération. Les ouvriers le faisaient avec leurs mains ou avec un balai, et il y en a plusieurs qui se sont fait arracher la main ou le bras. Il ne fallait pas que les machines arrêtent. Mais on est venu à bout de leur faire comprendre par l'intermédiaire de la Commission des accidents du travail.

Quand un accident se produisait, il n'y avait pas de premiers soins, c'était tout de suite à l'hôpital. Ce n'est pas la compagnie qui payait, il n'y avait pas de dédommagement. Un homme pouvait être amputé d'un bras, rester six mois sans travailler, ça finissait là. S'il était handicapé on le réemployait, sinon on essayait de lui trouver un autre emploi qui demandait moins de force. S'il avait un bras coupé, on pouvait l'engager comme gardien, mais il y avait plus d'accidents que de postes de gardiens.

Le syndicalisme

C'était la même chose dans les autres usines. C'est le syndicat du tricot qui a été le premier, et nous avons fait de la propagande en faisant valoir les avantages du syndicalisme pour les travailleurs. Au début, cela faisait peur, on n'avait jamais entendu parler de ça. Mon défunt père appelait cela du communisme; mais à mesure que je lui ai expliqué, il a compris.

Dans les journaux on n'en parlait pas, parce qu'ils étaient contre le syndicalisme. Le Courrier de Saint-Hyacinthe n'acceptait pas nos communiqués, ou bien il les coupait. Alors on a blackboulé le Courrier; on a répondu au directeur Henri Bernard qu'on n'avait plus de temps à perdre. Jusqu'en 1945 il a fallu se tenir tranquille; après ce temps-là on en parlait.

Quand on a commencé à la Penman, il n'y avait dans la ville que deux syndicats, la Construction et les Imprimeurs (le Clairon et le Cour-

rier); le syndicat chez Casavant faisait partie de la construction jusqu'au jour où on a demandé au ministre du travail d'en faire un syndicat à part. Il y avait d'autres industries, comme la Consolidated Textile, Goodyear, Volcano, Needlecraft, Donahue, Yamaska Garment, Duclot et Payant. C'est à partir de 1944, avec la loi des relations ouvrières, que la boule de neige a commencé à grossir. Nous avons commencé à organiser à la Goodyear un syndicat affilié au textile.

Il fallait travailler en secret. On connaissait des gens qui travaillaient là, on les a intéressés et on les réunissait en dehors de l'usine. Après une enquête, on cherchait où les gens demeuraient, et on allait les voir chez eux. La J.O.C. nous aidait. Les jeunes se lançaient dans la J.O.C., et alors ils nous donnaient les noms de ceux qui seraient bons pour le syndicat. Et c'est un dimanche matin, dans une salle appartenant à l'évêché, que nous avons fondé le syndicat de la Goodyear.

L'École d'action ouvrière

En 1946, au Séminaire de St-Hyacinthe, Mgr Leclaire a commencé l'École d'action ouvrière. C'était une semaine de formation syndicale qui se tenait pendant les vacances d'été. Là on étudiait les encycliques du pape et les lois ouvrières qu'on avait à l'époque. Elle a marché pendant 7 ou 8 ans et s'est répandue à travers la province. C'était comme une sorte de retraite, on parlait de ce qui se passait dans nos usines. On est même allé à Montmorency pour entendre des conférences de Pierre Elliot-Trudeau et du Père Lévesque.

À cette époque, le clergé était beaucoup embarqué dans les luttes syndicales; c'était lui qui nous poussait. Il y avait eu une grande prédication sur le syndicalisme, dans les paroisses. Mais ce n'était pas tous les curés qui marchaient; on peut dire que 75% avaient peur et disaient: "Touchez pas au capitalisme!". Quelques-uns nous refusaient les salles paroissiales. On est allé se plaindre à Mgr Douville, notre évêque, qui a réglé ça.

Dans notre région, on peut dire qu'on a eu un support appréciable de la part du clergé. Ce n'est pas aussi poussé aujourd'hui. Je crois qu'il y a un recul concernant la participation du clergé à nos luttes. Depuis qu'on a laissé la confessionnalité à la C.S.N., on nous a boudés. Il a fallu trois ans avant que la C.T.C.C. abandonne son étiquette confessionnelle. Mais il y avait d'autres travailleurs qui avaient le droit d'être protégés au nom de la justice sociale, peu importe leur religion. Et il n'est pas

nécessaire d'avoir le mot "catholique" écrit dans le front pour dire qu'on est catholique. Mais ça n'a pas été digéré facilement par le clergé.

Les luttes ouvrières

Nous avons participé au soutien des grévistes d'Asbestos. C'était une cause-type et il fallait la gagner. Nous leur avons envoyé des aliments et de l'argent. Les syndiqués de la région ont rempli un camion de trois tonnes: \$2,500 d'aliments et de vêtements achetés au prix du gros à la Coopérative de consommation qui tombait en faillite. Le monde ne comprenait pas encore la coopération, ils entraient membres mais n'allaient pas acheter.

La lutte la plus dure que nous avons connue fut la grève de la Griffin Steel, en 1958. Les conditions de travail étaient pénibles: les ouvriers étaient obligés de travailler à la journée longue à 370 degrés Fahrenheit dans la fumée. Ça ne faisait pas longtemps qu'ils avaient ouvert leur usine; les employés nous avaient amenés la visiter, un vendredi soir avant la grève. C'était épouvantable. Il y en a eu des revendications dans cette usine-là!

La grève a duré de novembre à juillet. On a joué dur: la police municipale et la police provinciale tiraient à coups de carabine pour nous faire peur. Un de nous a été blessé à la jambe. Il y avait un chemin de fer qui allait à l'usine: les employés ont essayé d'arrêter les trains de passer. La première fois, on a manqué notre coup. Mais on nous a donné un "tuyau": ayez des pancartes et ils ne passeront plus. Ils n'ont plus repassé.

Ça été très dur à régler. C'est Gérard Picard, le secrétaire général de la Centrale, qui est venu discuter, parce que le bureau-chef était à Chicago. Après deux téléphones, il a réussi à avoir une rencontre à Montréal avec les premiers de la compagnie. Les négociations ont été très dures. Il y avait aussi la question de langue. La bataille a commencé quand notre conseiller syndical, un parfait bilingue, avait dit au gérant Hamilton: "Moi, je parle français, toi aussi tu es capable de le parler". Nous avons gagné, oui et non. Ils n'ont pas éliminé la chaleur, mais on les a obligés d'installer un système d'aération qui leur a coûté \$50,000. Nous avions nos conseillers à côté de ceux de la compagnie.

Nous avons connu aussi des luttes à la Penman. La première a été celle de 1955, de mars à juillet. Tout était arrêté. Un nommé James m'avait fait demander pour pouvoir sortir du feutre dont ils avaient

besoin. J'ai répondu: "Il ne sortira rien: réglez votre contrat d'abord, c'est tout ce qu'on demande." La participation des employés sur les lignes de piquetage était à peu près la même qu'aujourd'hui: la moitié seulement s'en occupait, même si je leur disais que c'était là une condition pour pouvoir toucher les allocations de grève.

La deuxième a eu lieu en 1974; elle a été plus dure, il y a eu des vitres de cassées. C'était plus révolutionnaire, à cause des jeunes. Mais en 1955, la moyenne d'âge était plus haute, et malgré ça il n'y a eu que 21 à voter contre la grève sur 500 employés, et c'était les femmes; tandis qu'en 1974 le vote de grève n'a été remporté qu'avec 63%, alors qu'il y avait surtout des jeunes. La mentalité a tellement changé.

L'évolution du syndicalisme

Avec les années 60 et la révolution tranquille, la C.S.N. a sorti des gros documents. Les gens prenaient ça pour du communisme. Il ne fallait pas aller trop vite avec les travailleurs, c'était toute une éducation nouvelle à refaire chez nos membres. La C.S.N. a commencé à être plus politisée et à se faire haïr par le gouvernement. Mais ce n'était pas la première fois, c'était de même sous Duplessis. Quand nous sommes allés le voir, il nous avait répondu: "*Vous ne viendrez pas me "runner" ici, c'est moi qui suis le premier ministre de la province*". Jean Marchand était allé lui présenter un Mémoire; après qu'il l'a lu, ça ne lui prend pas de temps, Duplessis lui dit: "*Il y a un mot là-dedans que je n'aime pas, enlevez-le et nous discuterons ensuite*". Depuis ce temps-là, nous avons pris la décision de ne plus perdre notre temps à présenter des Mémoires.

Il est question actuellement de la fusion de la C.E.Q. avec la C.S.N., mais ça ne peut pas marcher, ils n'ont pas la même théorie que nous. Ce serait bon de réunir nos forces, mais je ne vois pas le mariage entre les deux actuellement. Quand on discute entre ouvriers et professeurs, c'est le jour et la nuit. Durant la dernière grève au Cégep, on a eu l'occasion de discuter ensemble et c'est là qu'on s'est aperçu qu'ils n'avaient pas la même idéologie que nous, ils allaient beaucoup plus loin. Je leur ai dit: "n'allez pas trop vite, il faut d'abord faire l'éducation des ouvriers, ils n'ont pas la même instruction et pensent moins vite que vous". Le mariage des deux centrales, je le croirai quand ce sera fait; je n'en vois pas l'utilité actuellement, à part la force de frappe. D'ailleurs, les professeurs sont trop divisés au sein de leur syndicat, à moins que ce soit changé dernièrement. ■

Bûcheron dans le Bas-du-Fleuve

Alfred ST-PIERRE

Alfred Saint-Pierre a 70 ans; il est né à St-Louis du Ha-Ha dans le comté de Témiscouata, près de Cabano, entre Rivière-du-Loup et Edmundston (Nouveau-Brunswick). Il a travaillé 25 ans dans le bois pendant que l'été il cultivait la terre.

Dans le temps, l'instruction était une chose secondaire, pourvu qu'on sache lire, écrire et compter un peu. À 15 ans, on était des adultes, on prenait le bois comme les autres. Seulement, l'ouvrage était bien trop dur pour les jeunes.

On faisait tout ce qu'il y avait à faire dans le bois: bûchage, charriage. Ce n'était pas la machinerie qui faisait l'ouvrage comme aujourd'hui: on faisait tout à force de bras.

Comment ça se passait? Si t'en faisais pas assez, tu te faisais renvoyer le lendemain. Il fallait que chaque homme donne un bon rendement. Et les heures, c'était de la noirceur à la noirceur. On aurait voulu que le mois de décembre continue toute l'année, parce qu'il faisait noir de bonne heure. Rendus au mois de février et mars, on faisait 12 ou 14 heures par jour: c'était jusqu'à la brunante, comme au mois de décembre. C'était de même qu'on gagnait nos cennes.

Partant de la guerre 1918 jusqu'en 1929, au temps de la crise, on avait \$2.00 par jour: les gars étaient contents, ils trouvaient ça bon. Quand la crise a commencé, ça a tombé à \$1.00; là on n'a pas travaillé

à plein temps parce qu'à des endroits on aimait mieux crever de faim que de travailler à \$1.00 par jour.

Relations avec le patron

On parlait comme ça avec le patron; mais seulement, attendu que tu faisais ton ouvrage, ça allait bien. Les bons à rien s'en allaient chez eux, ceux qui ne pouvaient pas se réchauffer à l'ouvrage. Il y a la moitié des gars d'aujourd'hui qui ne seraient pas restés 2 heures, il les aurait renvoyés, parce qu'aujourd'hui ça ne travaille plus, presque.

Les patrons avaient leur programme: tant de dépense pour faire tant de mille pieds de bois, et il fallait qu'ils arrivent à ça. Ils n'avaient pas besoin de faire pression sur nous, parce que les Canadiens sont une bande de fous pour travailler. Par exemple: il y avait des gangs d'hommes, de 15 à 20, qui travaillaient ensemble avec les mêmes chevaux. À tous les soirs, le commis passait et prenait le compte du bois qu'on avait coupé et il accrochait ça dans la porte du camp. Celui qui était à la queue une journée, le lendemain et le troisième jour, ça ne faisait pas: une semaine après, ça travaillait tous comme des fous, à la course, dans le bois. C'était le boss, ça: c'est celui qui en aurait fait le plus. En temps normal, celui qui était en bas de la liste trop souvent, il risquait de perdre sa job.

Ils ne gagnaient pas plus cher pour cela, c'était le même prix. Quand c'était \$2.00 par jour, c'était ça pour tout le monde, 26 jours par mois: \$52.00. C'était l'orgueil qui les faisait travailler plus: savoir qui aurait été le meilleur.

Il n'était pas question de penser à améliorer nos conditions de travail, on n'était pas capable, on n'y pensait même pas. Il n'y avait pas de syndicat, rien de cela. C'était le boss qui était maître, et ça finissait là. Si on ne voulait pas accepter ça: "va-t-en chez-vous".

Une journée de travail

D'abord les camps. J'ai gardé des cochons, et ils étaient mieux logés que les gars de ce temps-là. On a déjà été 110 hommes dans un camp de 100 pieds de long. On couchait sur des bancs de bois rond et des branches de sapin, tête-à-tête; et ceux-là qui avaient des poux, de l'autre côté de la cloison, les poux traversaient bien vite de l'autre bord. Rendu

à la fin de l'hiver, ce n'était plus résistant tant il y en avait. On mettait toute sorte de chose dans le linge pour les éloigner, mais à la fin de l'hiver les poux nous regagnaient pareil.

Quand c'était le temps du bûchage, on se levait à 5 heures du matin: le bûchage, c'était toujours dans les jours courts: rendu après les Fêtes on avait fini. Là on allait déjeuner et on s'habillait. On attendait une heure et on marchait un mille et demi pour arriver au bois: il faisait encore trop noir pour bûcher.

On travaillait jusqu'au midi, à la hache et au godendard. Là on louchait dans le bois à cœur d'hiver. On s'allumait un feu et on faisait dégeler le pain, le lard et la mélasse. Pour boire, on se faisait bouillir de la neige. Il y en a un qui allumait le feu, et quand il était prêt, chacun apportait sa boîte à lunch. On avait une heure pour dîner.

Après ça, on continuait à bûcher jusqu'à ce qu'il fasse noir. On n'avait pas le droit de bûcher à la noirceur, par rapport aux assurances. Il s'était fait tuer un homme alors que la brunante commençait à prendre: les compagnies d'assurance nous ont écœuré un mois de temps pour nous faire dire qu'il faisait noir quand il bûchait. C'était strict, la compagnie aurait eu du trouble. Mais il ne faisait pas noir: il avait envoyé un arbre par terre et il y avait pas mal de neige; l'arbre est tombé sur un chicot sec et ils n'ont pas été capables de s'éloigner assez vite, le chicot lui est tombé sur la tête.

Le soir, on allait se laver et on soupait. On avait toujours faim. Dans la veillée, on s'assoit et on jasait. À 9 heures, le boss passait et baissait les lampes: ça voulait dire couche-toi. Il ne fallait pas qu'il entende aucun train, pas du tout. Si tu parlais, il fallait que tu parles tout bas pour ne pas bâdrer les autres qui voulaient dormir. Il y avait de l'ordre.

Il y avait deux rangs de beds: quand ils chauffaient les baraques, ceux d'en-haut crevaient de chaleur parce qu'ils étaient au plafond; mais ceux d'en-dessous gelaient. Il se faisait même de la glace sur les pièces du mur, et je me suis réveillé un matin, j'avais les cheveux pris dans la glace.

On se lavait le moins qu'on pouvait. Le show-boy charriait de l'eau dans un baril et il y avait un évier avec deux bassins d'eau glacée: ça réveille son homme. Le linge, on ne le lavait pas. Il y en a qui en lavait le dimanche; mais il y avait aussi des voyageurs qui emportaient du linge, et quand il était trop sale ou trop percé, ils le jetaient et en prenaient

d'autre: ils ne le lavaient pas. Et ces guénilles-là qui séchaient le soir, ça faisait un beau parfum.

Pas d'amélioration possible

Il n'était pas question de penser à demander des améliorations: il y avait ça à faire, et si tu ne voulais pas le faire, tu n'avais qu'à t'en aller.

Les conditions de travail se sont améliorées en 1936 quand Duplessis est entré au pouvoir. Si c'avait été le défunt Tachereau, ç'aurait été encore pareil. Quand Duplessis est arrivé là, tous les camps ont été condamnés: il fallait un châssis ici, un châssis là. Ceux qui étaient campés et qui avaient encore un hiver à bûcher, ils n'ont pas mis le feu au camp, ils ont mis des fenêtres et ont été obligés de faire un plancher.

Aujourd'hui, les choses ont bien changé: ils vont dans le bois et il n'y a pas d'hôtels comme ça ni d'endroits où on est mieux nourri. Ils ne manœuvrent pas le bois, c'est toute la machinerie qui fait ça.

Les travailleurs aujourd'hui

Je trouve que la grève, c'est le fléau du siècle. Ça ne peut pas continuer comme ça, parce que ça va venir comme à Haïti: il y en a un certain nombre qui vont mourir de faim. Les gros salariés n'en ont jamais assez. Ceux qui n'ont pas de syndicat ne seront pas capables de payer le produit qui va sortir de ces gros salaires là. C'est toujours en grève à l'année longue, et l'économie du pays s'en ressent: ils ne peuvent pas rattraper ça.

Les compagnies de construction, au prix où ils paient les matériaux et les salaires, qui est-ce qui va être capable de louer ces appartements là quand le salaire est seulement de \$3.00 l'heure, ça va prendre deux semaines de salaire par mois.

Pour les luttes, je suis d'accord avec eux quand c'est pour la sécurité, mais pour les salaires, il faudrait qu'ils baissent au lieu de les remonter. Pas de danger qu'ils acceptent. Les plombiers et les électriciens, on les emploie une heure et il faut travailler une semaine pour les payer: ça ne tient pas debout.

Les travailleurs d'aujourd'hui ne pensent pas du tout à ceux qui les ont précédés; ils disent: "Ils n'étaient pas dans le vent, les vieux niaiseux".

Le profit des compagnies

Il n'était pas question de pension ni de retraite dans ce temps-là, c'est venu bien après. Le gouvernement ne donnait pas ça, et les compagnies encore bien moins.

La crise a tué plusieurs compagnies qui se seraient enrichies autrement: elles ont fait banqueroute. Mais tout notre bois a été envoyé en Angleterre ou aux États-Unis. C'était du bien beau bois comme il n'y en a plus, parce que c'était la première coupe: du gros pin jaune, ça c'était du bois pour faire des châssis et des portes.

Ce ne sont pas les Canadiens français qui en ont bénéficié: nous, on travaillait à le sortir.

Actuellement, on ne peut pas continuer comme ça indéfiniment: les riches vont devenir plus riches et les pauvres plus pauvres. Les produits sont de plus en plus chers, on ne peut plus les acheter. Ça ne peut pas se faire autrement ni aller bien loin. Je ne sais pas ce qui va se passer.

Et maintenant?

Dans ce temps-là, on ne connaissait pas mieux. On travaillait sur la terre l'été: c'était des terres de roches, et bien dures. On pouvait pas retirer les revenus qu'on aurait été supposé par l'ouvrage qu'on faisait. De même en 1951 on a décidé de mettre la terre en vente et j'ai été visité la région de Saint-Hyacinthe. On a trouvé ça bien avantageux pour la culture; j'ai vendu là-bas et j'ai déménagé à St-Damase. Il n'y a pas de comparaison dans la culture entre ici et là-bas; ici on est capable de vivre rien que sur la terre, on n'a pas besoin de travailler dans le bois. On ne travaille pas pour rien.

On était rendu qu'il fallait s'éloigner pour travailler dans le bois, il n'y en avait plus dans les alentours. Et quand on a une famille, on n'est pas capable d'aller dans l'Abitibi. Comme on n'était pas capable de vivre rien que sur la terre, il fallait bien faire autre chose.

(Interview recueilli par Jérôme St-Pierre)

La vie d'un lumber-jack

Henri GAUTHIER

M. Henri Gauthier, citoyen de Cadillac, a travaillé longtemps dans le bois, surtout à Rapide Sept, à 45 milles de Cadillac.

J'aurai 63 ans le 16 mars cette année. J'ai toujours travaillé dans les bois; de temps en temps j'ai travaillé dans des moulins à scie. Mon ouvrage, ça été de travailler sur les draves, ensuite après les draves on retournait dans les chantiers. C'était toujours la même chose.

J'ai commencé à travailler à 14 ans. J'étais fils de cultivateur, mais mon père s'est défait de la terre. J'ai commencé par aller sur la drave, pour ma *première run*; ensuite j'ai continué avec les chantiers.

Les conditions de travail

Pour les conditions de travail, dans le temps que j'ai commencé, c'était différent avec les années d'aujourd'hui. Les heures de travail c'était d'une noirceur à l'autre. Les salaires, quand j'ai commencé étaient à \$22.00 par mois. Finalement, ils sont devenus meilleurs. On a eu la crise en 1932, les salaires il n'y en avait pas: c'était une piastre par jour et à plusieurs places c'était moins que ça. C'est à peu près le plus bas que j'ai travaillé. Les salaires que se font même les bûcherons, aujourd'hui, c'est les salaires d'un premier ministre. Il y a des places aujourd'hui où les hommes font \$100 par jour.

Dans le coupage de bois, on partait assez de bonne heure dans l'été, un peu au mois de septembre. Puis on coupait le bois jusqu'aux fêtes. Ensuite, c'était le charroyage: on charroyait aux rivières pour que ce bois-là se rende dans les moulins de papier, ou dans les moulins à scie.

Les relations dans ce temps-là, entre nous autres les bûcherons, c'était qu'on était tous des frères. On faisait tous le même ouvrage. On s'en-

tendait bien. J'ai été des fois où on était 40 à 60 hommes. Le plus gros camp que j'ai connu dans l'Ontario, on était 200 hommes. Il y avait des contremaîtres qui avaient des contrats de la Compagnie.

Les relations avec le jobber, c'était toujours assez bon. C'était la bonne entente dans ce temps-là, on ne parlait pas de grève. Si des fois le bois n'était pas tout égal, il y avait des places où c'était moins beau, il calculait que ça valait plus cher. Il nous donnait plus cher. On travaillait à la job, ou au morceau de bois et si le bois était plus rough à une place, on pouvait obtenir plus cher.

La drave

Pour la drave, c'était encore des journées longues. Les jours sont plus longs quand c'est le temps de la drave. C'est encore d'une noirceur à l'autre. Et puis la drave c'était dangereux. J'ai travaillé des journées où j'étais en face d'un cimetière, parce que dans ce temps-là, quand une personne se noyait, il était repêché s'il venait qu'à flotter sur l'eau. On le ramassait, puis là le contremaître faisait une plaque sur un arbre où il faisait une petite croix en bois avec le nom de l'homme qui s'était noyé. On lui ôtait ses bottines. Les bottines, dans ce temps-là, avaient des pitons pour la drave pour que ce soit moins glissant. On attachait ses chaussures à la croix et puis le corps restait là; ils sont encore là du long des rivières. Seulement ça a changé quand le gouvernement a commencé à s'en mêler. Il a obligé les compagnies de faire des recherches jusqu'à temps qu'ils retrouvent le corps de la personne qui s'était noyée. Je pense que ça fait cinq (5) que j'ai trouvés moi-même, avec des crochets qu'on lâchait dans l'eau et qu'on traînait avec les bateaux.

Pas de congé

Oui c'était vraiment dur avec nos familles. Moi je me suis marié assez vieux, à 47 ans. Mais ça fait rien, j'avais des frères, des sœurs, mon père, ma mère et j'étais éloigné d'eux autres; il fallait dans ce temps-là qu'on tough toute la durée de la drave ou la durée du temps que le bois se coupait. Une personne pouvait descendre si c'était urgent pour de la maladie chez eux. Si on demandait de descendre pour des noces dans la famille, le boss nous disait de descendre son linge et de ne plus revenir. Là, ça nous faisait "tougher" encore plus longtemps.

Moi ce que j'ai aimé le mieux dans ma vie, c'est à la drave, le flottage de billots; si c'était à recommencer, je referais encore le même

travail. Aujourd'hui, on n'a pas les mêmes conditions: au camp, la nourriture est vraiment bonne. On ne peut pas goûter à toutes les sortes de galettes et de tartes qu'il y a sur la table et les sortes de viande. Tandis que dans mon temps, quand j'étais jeune, c'était du lard salé et de la mélasse. C'est la mélasse qui était le dessert.

Puis il n'y avait pas d'hygiène dans les camps, c'était pas propre. Aujourd'hui, les camps c'est bien tenu. Les planchers sont lavés à tous les jours. On a les douches dans les camps, salles d'amusements avec T.V. et puis des jeux.

Aujourd'hui les bûcherons, c'est considéré comme un autre travail. Déjà, quand on parlait d'un bûcheron, on était rejeté de toutes les sociétés. On était des pas propres, des guenilloux, c'est le nom qu'on portait. En anglais, ils appelaient ça un "lumber jack". C'est à peu près le pire nom qu'ils pouvaient trouver pour nous autres.

Mais aujourd'hui, le monde ont compris que c'est un travail, le bois. Vous arrivez dans un camp de bûcherons aujourd'hui: il y a un "parking" et jusqu'à 40 chars. Ils ont l'électricité dans les camps tandis que dans mon temps c'était des lampes à l'huile et les camps n'étaient pas éclairés beaucoup.

Moi je regrette, j'ai fini mon temps. Je suis à ma pension, j'ai une pension de la dernière compagnie pour qui j'ai travaillé.

Les problèmes des travailleurs

Aujourd'hui, les problèmes qu'il y a dans le bois: j'ai vu un film qui a passé à la t.v., on appelait ça "la mort du bûcheron". Ça veut dire que les bûcherons ne veulent plus aller dans le bois avec la jeunesse aujourd'hui qui a suivi des cours. Ils font des cours pour travailler dans le bois; il y a des ingénieurs forestiers et toutes sortes de métiers où ça prend des diplômes. Mais il y a encore des journaliers, des hommes qui font le flottage de billots. Ces jeunes d'aujourd'hui ne veulent pas entendre parler de ces jobs-là. Aujourd'hui, chez les jeunes, c'est pas comme dans notre temps; nous autres, on n'avait pas d'instruction et puis il fallait gagner notre vie. Mais aujourd'hui, c'est assez dur, il y a du chômage. Je vous donne mon opinion: l'ouvrage est changé par la machinerie, ça a enlevé beaucoup d'ouvrage. Dans mon temps, tout était fait à la pelle, à la hache: s'il y avait 200 hommes à l'automne, il y en avait encore 200 au printemps.

Histoire du 8 mars

Moi j'm'appelle Lucille, mars 1857
Pour les filles du textile, ça été la défaite
Moi jamais j'oublierai l'instant où la police
sur les filles a foncé parce qu'on criait: JUSTICE!

Nous on en voulait pu, d'la journée de 12 heures
des shops mal entret'nues où on meurt de chaleur
Nous on en voulait pu, des salaires de famine
pis des services rendus... parce qu'une fille est ben fine.

En mars 1908, donc 50 ans plus tard
les choses changent pas ben vite, pis on proteste encore
À New-York à nouveau, c'est les mêmes luttes qu'avant:
le droit de vote, le boulot, et pis le travail des enfants.

1911, 8 mars, là on va proclamer
une journée des Femmes en solidarité
de celles qui ont lutté, à New-York et partout
tannées d'réaliser 2 journées coup sur coup.

Moi j'm'appelle Catherine, mariée j'ai 3 enfants
j'travaille à l'usine, c'pour ça que j'cours tout le temps
Entre l'usine pis chez-nous entre mon lunch pis l'ménage
j'finis la semaine à genoux oui, j'ai plus que ma charge!

Tous les jours c'est pareil, on rentre avant les gars
de l'atelier d'au-dessus, comme ça on se parle pas...
des fois qu'on apprendrait qu'c'est pas rien que d'un étage
qu'ils ont plus d'avantages pour l'même travail qu'on fait.

On dîne pas aux mêmes heures, le local est trop p'tit
on dirait qu'c'est prévu, pour qu'on s'soit jamais vu
mais on parle entre nous autres, de l'accident d'Sylvie
du maudit plan boni, c'folle là faut qu'ça saute!

Depuis quelques années dans tous les syndicats
on souligne la Journée des Femmes, de leurs combats
Congés maternité, salaires et garderies
Y'a tant d'choses à changer, même encore on en rit...

Si tant de travailleuses sont maintenant regroupées
c'est qu'trop d'choses en veillesse, doivent être dénoncées
Mais faudrait bien comprendre, camarades travailleurs
Que Hommes et Femmes ensemble, on vaincra l'opresseur.

Andrée Lemieux, CSN

Deux couples de Valleyfield

*Rencontre avec deux travailleurs de la région de Valleyfield,
et leurs épouses: René et Élisabeth Leboeuf
Aurèle et Alice Berger*

Au Quand je suis arrivé dans la région de Valleyfield, j'étais garçon: le 1er juin 1930. Les travaux du canal de Beauharnois avaient débuté en automne 1929. Je venais des Cantons de l'Est. Je cherchais de l'ouvrage. Un de mes oncles travaillait dans la région de Valleyfield. Le 2 juin j'avais de l'ouvrage sur la ligne Beauharnois-Valleyfield: de 7 hres a.m. à 6 hres p.m. à .25 cents de l'heure. Pendant l'été on campait dans le champ dans un gros Hudson; puis on s'est acheté un camp... mais les maringouins nous dévoraient. J'ai pas résisté et j'ai pris pension: \$8.00 par semaine, logé, nourri.

Re Moi aussi je suis allé au canal, j'étais marié, j'avais 28 ans et mon père ne pouvait pas m'installer sur une terre. Fallait que je me débrouille. J'avais 20¢. de l'heure au canal, comme journalier. Le travail: de la track (voie ferrée), la mouver, la ranger; la terre, la pierre, la mouver, la charrier... tout ça à la main. La seule machinerie sur le chantier: des pelles, la 175 et la 125 et celle à l'huile. Les opérateurs avaient .50¢, mais ils étaient rares.

El Nous autres, quand on était filles, on arrachait les patates chez les voisins à .50¢. par jour, 10 heures. La dernière année, on a demandé \$1.00; ils ont refusé.

Re Au canal, en plein hiver on mangeait dehors. On avait trouvé un vieux drum, on y faisait un feu pour se réchauffer pendant notre dîner; mais le foreman craignait qu'on soit trop bien et qu'on perde 2 minutes. Aussi il l'a renversé d'un coup de pied. Ça été fini. On a recommencé à manger nos sandwiches gelés.

Les boss sont rois

El Quand ils ont ouvert le canal, c'était plus que temps, c'était la grande misère. Pas d'ouvrage sauf chez les cultivateurs et à la Cotton.

Au Chez les cultivateurs, un gros mois d'été: on allait chercher \$40.00 par mois, \$1.15 par jour de mai à décembre. L'hiver, on travaillait aussi fort: .25¢. par jour pour faire le train, nourrir les vaches, les cochons, faire le bois, la glace.

Re Là aussi les patrons étaient durs chez les cultivateurs: j'ai vu planter de la clôture, 2 arpents $\frac{1}{2}$ de long, l'avant-midi; l'après-midi à la masse, tout seul; j'étais au coton; eux, deux gros bonhommes de 240 livres, y tenaient les piquets; y auraient pas pris la masse, une seconde. Je ne comprends pas que je vis encore aujourd'hui.

Re Après le canal, Aurèle et moi, on est allé bûcher, de décembre à mars, dans le bout de Franklin, pour un nommé Gibaud, qui avait un moulin à scie. On marchait un mille le matin, un mille le soir à travers les terres; parce qu'y fallait être sur le chantier à 7 heures a.m., pour faire nos 3 cordes pour un salaire de \$1.00 par jour. Je pensionnais chez Aurèle.

Au Le loyer nous coûtait \$3.00 par mois.

Al Des bancs de neige dans le grenier, et moi en bas avec 3 enfants.

Au Le propriétaire, un nommé Gault, était maire de la place. Y faisait porter le bois dans la cour, pour chauffer la maison pour \$3.00 la corde. On bûchait pour un salaire de crève faim de \$1.00 pour 3 cordes, et on achetait not' bois de chauffage \$3.00 la corde. À part ça, le soir, notre journée faite, on allait dehors scier du bois pour se chauffer.

Re Élisabeth était à Valleyfield avec 3 enfants aussi. Je revenais, aux trois semaines à peu près. Des fois en traîneau à chiens avec Aurèle; une fois je l'ai fait à pieds, 28 milles. J'ai quitté Valleyfield à 3 hres de l'après-midi pensant trouver quelqu'un qui m'amènerait; personne jusqu'à Ormstown; j'ai continué. Je suis arrivé chez Aurèle à 3 hres du

matin. Il était temps. Vers la fin, une fatigue m'a pris, je pensais ne pas me rendre. J'ai eu peur, ça été fini pour les voyages à pied.

Après bûcher, Aurèle s'est en allé au moulin à scie qui était à St-Antoine. Moi j'étais revenu dans la famille à Valleyfield. Puis un monsieur Beauvais, agent d'assurance, est passé à la maison pour m'assurer. J'ai dit "oui" à condition de me trouver de l'ouvrage en ville. J'ai pas eu à retourner bûcher. J'entrais pour la ville avec Lavoie comme foreman. C'était en 1937.

On travaillait sur la rue Ste-Cécile; il fallait bâtir des entrées d'eau plus grosses. Pour un gros 15¢. de l'heure. Quand j'ai creusé les tranchées, la terre était gelée *trois* pieds d'épais: au pic, à la pelle, à la journée; le soir on couvrait de paille.

J'ai été le premier à finir mon trou, à défoncer la gelée. Il était 4 hres. Le bonhomme Lavoie voulait que je recommence à une autre place; faire deux, trois pour un, autrement dit l'ouvrage des autres. J'ai refusé. Ça été jusqu'au contrôleur qui m'a rendu justice.

Puis j'ai bâti une maison sur la rue St-Joseph, du 15 décembre au mois de mai; elle y est encore. J'étais seul pour bâtir: 10 hres par jour, pas moins, 6 jours, et \$12.00 par semaine. Je suis retourné travailler pour le bonhomme Loiselle; cette fois à 25¢. de l'heure, encore pour construire des maisons: il était assez bon comme patron; il payait plein prix, même si on avait eu 2 hres de libre.

Des travailleurs résistent

En '37 ou '38, y'a eu la révolution à Valleyfield; à cette époque, c'était la construction de la 2e dame sur la rivière St-François; la 3e s'est faite pendant le temps de la guerre. J'étais là pour une job. Un matin, on était au moins 400 à ce moment-là, avec les Polonais et les Italiens. Ça commencé par des petites roches par-dessus le train, puis quand le train a décollé, les Italiens et les Polonais, y'ont fait des culbutes. Certains ont même abouti dans le lac. C'était grave. Quand les travailleurs ont dit à la police d'ouvrir les barrières, la police a eu peur et a ouvert. Les travailleurs sont entrés chercher tous les hommes et le foreman, Forgraves. Moi je ne me suis pas battu, j'aimais pas le grabuge. Mais faut comprendre les travailleurs canadiens-français: le monde crevait de faim, et de l'ouvrage y'en avait pas. Sauf qu'ils ont tapé sur les mauvaises

personnes. Les pollocks (Polonais) et les Italiens, ils étaient ici parce que chez eux ils crevaient aussi de faim. Et les patrons les engageaient parce que ces émigrés n'avaient aucun choix pour vivre. Ils pouvaient les payer, les traiter à n'importe quelle condition.

D'ailleurs, la solution que les boss ont trouvée c'était pas humain: deux jours après, quand je suis retourné pour de l'ouvrage, ils lançaient en l'air des badges numérotées, et avaient une job que ceux qui en attrapaient une. Pas moi.

Au Moi, en '38, j'ai travaillé à la Cotton: \$11.00 par 15 jours. J'étouffais; j'étais pas capable. Je préférais travailler 10 fois plus fort mais être dehors. L'été j'ai travaillé au parc Sauvé. Puis j'ai vendu des produits Rawley pendant un an.

Re Moi, j'ai travaillé ensuite à la carrière de Beauharnois, la carrière chez Montpetit; 35 cents de l'heure, 10 heures d'ouvrage avec une masse de 13 livres à la journée longue. Il n'y avait pas d'Union: les patrons vous donnaient ce qu'ils voulaient, faisaient faire ce qu'ils voulaient.

Au Autrement dit, quand ils étaient tannés de te voir le visage, c'était la porte.

Re Moi, ils ne m'ont jamais renvoyé; quand j'étais au bout, je me trouvais un autre ouvrage, je partais de moi-même. Toi tu étais plus mauvais que moi...

Quand on nous demandait des affaires pas catholiques, ça durait
Au pas longtemps avec moi. Écoute: tu pouvais avoir déjà 9 heures d'ouvrage et ils te demandaient des choses comme si tu commençais ta journée. Pour Marine Industries, j'ai peut-être réussi une fois \$85.00 pour deux semaines, mais alors jour et nuit. Je me souviens, en 47, du lundi matin au mercredi soir à minuit sans arrêt: on drillait un gros trou pour installer le "dredge". Les boss attendaient; si tu refusais, ça voulait dire: "Va-t-en chez vous".

Re Moi, au couvent des sœurs pour la construction de la première rallonge, commencer à 7 heures du matin, toute la journée, toute la nuit, la journée du lendemain jusqu'à 10 heures du soir...

El Les boss étaient raides; presque tous des anglais et les trois quarts ne parlaient même pas français.

Re Le foreman pour la Ville s'est fait enfermer dans une boîte à outils par les travailleurs tant il était dur. Les travailleurs n'ont pas gagné d'augmentation, mais le foreman filait plus doux.

Le patronage

En plus, pour avoir des ouvrages qui appartenait au gouvernement, il fallait passer par le député. Quand j'ai voulu entrer à Beauharnois, je suis allé voir le gars de la Beauharnois au sous-sol de l'Hôtel de Ville. Il a fallu monter voir le député, c'était Gontrand St-Onge. Le député s'est adressé au contremaître en anglais pour être sûr que je ne comprenne pas et que je ne passe pas. Quand je l'ai revu dans une assemblée électorale et qu'il demandait mon vote, je lui ai répondu: "Mon chum, je ne suis pas capable de parler anglais, on va se parler en français: tu vas prendre ton trou..." Et il était battu aux élections suivantes.

Au En plus, pour garder ta job ou avoir moins de pression sur toi, il fallait graisser la patte du foreman. J'ai vu des gars apporter des barils de pommes, des quartiers de bœuf ou de porc. Moi j'ai jamais donné une seule cenne en-dessous de la couverture. Je les gagnais assez durement que je les gardais pour moi.

Re Quand bien même t'aurais voulu, on n'était pas capable. Celui qui donnait, fallait qu'il soit sur une terre. Si tu avais pris sur ton salaire pour acheter un quartier de viande, qui est-ce qui en aurait pâti? Ta famille. Déjà, en toute franchise, on ne mangeait que le principal: les friandises, les oranges, c'était au Jour de l'An seulement. L'habillement: chaudement, proprement, mais pas de petits ensembles à tous les mois comme aujourd'hui.

Une vie aussi dure pour les femmes

El On lavait sur la planche à laver...

Re La première laveuse avec un moteur électrique, c'est à la naissance du 10e qu'on l'a achetée. Elizabeth avait eu le bébé. Le soir,

après mon ouvrage, j'avais fait le lavage avec le moulin à bras; une fatigue m'a pogné, j'étais brûlé: tordre le linge à la main, étendre dans la maison... Le lendemain matin, j'ai été au magasin acheter un moulin à laver, un gros Easy. J'ai dit au marchand: "Tu vas livrer ça à tel numéro; la femme voudra pas l'accepter, tu vas avoir du trouble avec elle; laisse-le là pareil". J'avais de l'argent pour le payer comptant, mais après y'en restait pas d'autre. Le soir, en rentrant de l'ouvrage, Élizabeth me dit: "Ils ont apporté ça, faut le retourner". J'ai répondu: "Aussi bien l'essayer maintenant qu'il est ici". Il n'est pas ressorti.

Al On faisait tout de nos mains.

El Le fer à repasser, on le chauffait sur le poêle, avec de la cire; pas de planche à repasser. Quand les enfants étaient malades, c'est nous qui les soignaient. On était meilleurs que les docteurs. Quand on avait nos bébés, ça se passait à la maison; une voisine venait nous assister à l'accouchement et nous aider pour trois jours; après, on reprenait notre ouvrage.

Re Le docteur venait; ça coûtait entre \$5.00 et \$35.00.

Al Pas en bas de \$15.00, à la campagne.

Re Pour arriver à se nourrir, au début de l'hiver on rentrait un demi bœuf, un demi cochon qu'on faisait geler dans la shed. Dans la cave: 5 poches de patates, 100 livres de sucre, de farine, de pois; le beurre pour l'hiver, qu'on allait chercher chez les parents à la campagne. On payait alors bien moins cher que dans les magasins en ville.

El On payait \$9.00 de loyer par mois.

Al On a payé \$5.00 par mois, avec trois enfants et 25 sous de revenu par jour quand Aurèle était retourné travailler chez les cultivateurs parce qu'il n'avait pas d'autre ouvrage. À chaque fois qu'Aurèle changeait de job, on déménageait: jusqu'à trois fois par année...

Notre espoir: une job stable

Re On travaillait pour se trouver une job steady (stable) à l'année. Un bon jour, en décembre, ça faisait deux ans que je travaillais

pour la Beauharnois à 36 cents de l'heure, mais slaké en automne avec pas d'assurance-chômage. Fallait se trouver une autre job pour l'hiver. Toujours bien, je travaillais dans les cales sèches: arranger les portes pour rentrer le "dredge" (grue). Le foreman me demande de descendre dans le trou, dans la boue jusqu'au cou: "Non; je m'en vais chez-nous ou tu augmentes mon salaire et tu m'engages à l'année". Les foremen ont refusé. "Je m'en foute, j'ai une job demain matin comme foreman pour la construction d'un presbytère à Valleyfield". Ils ne m'ont pas pris au sérieux jusqu'au soir quand j'ai dit: "Bonsoir, je m'en vais". C'était donc sérieux. Aussi le foreman a décidé de me garder avec une augmentation de salaire. J'ai encore perdu 2 hivers, 38-39 et 40-41; en 1942 je devenais régulier, finies les jobs à la journée! Mais la vraie "sécurité d'emploi" j'ai connu ça à 55 ans, en 1965, et je prenais ma retraite en 1969.

Au Moi j'ai jamais connu la sécurité d'emploi. Pour la sécurité au travail: rien de tout ça. Il pouvait te tomber n'importe quoi par la tête, pas d'importance, tu continuais.

Re C'est nous autres tout seuls qui devaient voir à notre sécurité. Quand les charges de dynamite étaient faites, tu prenais ta course, tu savais ce qui t'attendait autrement...

Même si on parlait de tout ça entre travailleurs, rien ne pouvait aboutir, les hommes avaient peur, pas de job. Dans le temps de la crise, plus de la moitié de Valleyfield était sur le Secours direct...

Au Je suis dans l'Union depuis le 5 novembre 42, dans la construction; ça aidait, mais pas encore assez fort. Vers 52, les travailleurs de l'Union ont commencé à avoir plus de pouvoir. C'était important, ça forçait le patron à respecter le salaire minimum. Autrement quand le travailleur faisait un grief, le patron gagnait automatiquement.

Re Dans le temps des grosses grèves à la Cotton, beaucoup de travailleurs pensaient que ceux qui parlaient pour l'Union parlaient contre les ouvriers. Mgr Léger parlait pour les ouvriers, mais rien n'aboutissait: l'Union pouvait pas faire mieux. Ça a été un fiasco. Les travailleurs sont rentrés tête basse.

Au Si le monde avait été dénié dans ce temps-là, bien des haut-placés se seraient fait maltraiter. Mais nous étions habitués à servir ces messieurs sans oser rien dire...

El ...comme des petits chiens.

Re Nous, on osait rien dire à Mgr Léger, le curé. On aurait dû lui dire: "On n'arrive pas, c'est pas possible; on crève pas mais c'est tout".

Au Pas d'instruction: des universités, y'en avait mais pas pour nous autres. On avait peur à nos jobs, on avait juste de quoi manger..., on endurait ça.

Re Ce que je blâmais: les gouvernements fédéraux...

Au Les grosses compagnies qui nous gobaient tout rond.

Re Pourquoi les gouvernements aujourd'hui ont mis l'assurance-chômage, le bien-être social? Parce qu'ils sentaient que le monde était à se soulever.

Au À l'heure actuelle, pour l'ouvrage c'est comme durant la crise.

Re Ils sortent l'argent par millions parce qu'ils savent ce qui leur pend au bout du nez. Mais ils ne savent plus comment arranger ça tout à l'heure.

Au Ils commencent à être embrouillés pas mal... Mais si notre retraite a plus de bon sens qu'avant, on l'a gagné en maudit! Maintenant, on prépare notre valise...

Pourquoi je me suis engagé dans le syndicat

Paul-Émile BOURBEAU

Paul-Émile Bourbeau, un travailleur de Grand-Mère, a aujourd'hui 67 ans. À 18 ans, il travaille aux chantiers, à \$22.00 par mois, de 6 hrs du matin à 7 heures du soir. "C'est le début de mon "voir" du monde ouvrier, un monde de gens menés par toutes sortes d'influences." Sur le chantier, pas de syndicat: à la job. Il fallait surtout pas compter son temps si on voulait survivre.

Après les chantiers, Paul-Émile Bourbeau travaille à la construction de chemins, puis comme boulanger, à \$3.00 par semaine, "une bonne paie, dans l'temps". Puis il retourne bûcher du bois de corde: marcher 12 à 15 milles chaque lundi matin et chaque samedi soir. "Quand on est 10 autour d'une table, tu réfléchis sur la misère des parents, et tu repars le lundi matin".

Paul-Émile Bourbeau se marie à 26 ans. À 27 ans, il est sur le "secours direct", les "travaux de chômeurs", 2 à 3 jours par semaine. "On contestait contre, mais on avait pas de choix".

Et de là, il entre à la Consol. "J'étais un peu agressif, mais il fallait que j'observe d'abord pour apercevoir ce qui n'allait pas". Et bien des choses n'allaient pas. Rapidement il s'attelle à la tâche.

Un syndicat fort

Une première lutte: avoir un syndicat fort et pas un semblant d'union dans l'usine. C'est un travail de pionnier de '40 à '44: rencontrer

chaque type un à un, pour l'aider à vaincre ses résistances, ses peurs alimentées par une forte intimidation patronale et un marché du travail très fragile, car c'était la fin de la guerre. Passer des soirées à expliquer que le bénéfice de notre travail, il devait nous revenir, "être ramené au service des travailleurs". En 44, on réussissait à monter un syndicat fort.

Un syndicat qui engagea la bataille sur plusieurs fronts successivement car les conditions de travail étaient lamentables et la peur qui ne cessait de tenailler les travailleurs les rendait souvent plus proches du patron que solidaires de leurs camarades de travail. Dès ces années la menace de la fermeture de l'usine les hantait: "tout d'un coup l'usine fermerait!" Et les patrons pouvaient leur faire accepter n'importe quoi.

"Et le '*tout d'un coup*' est arrivé en 1978. Fallait s'y attendre, une compagnie n'est pas éternelle. Mais elle ne doit pas partir avec la santé des travailleurs et à leur détriment. C'est ça qu'il fallait faire comprendre, c'était là le sens de nos luttes."

Les luttes

Dans le temps de la paie à tous les 15 jours, il y avait des timbres sur nos chèques. Le syndicat décide de demander la paie à la semaine. La réaction des travailleurs en assemblée: "Mais vous n'y pensez pas, ça va coûter beaucoup trop cher à la compagnie; des timbres de .02¢ à toutes les semaines". C'était là le niveau de conscience des robots programmés en fonction des besoins du patron.

Quand on a proposé de demander les vacances, on s'est fait huer par les travailleurs. Le boss avait droit de se promener. Eux, au boulot, des automates. Aussi lorsque s'est menée la lutte pour le dimanche, cette lutte signifiait pour moi: "que chacun puisse trouver avec les siens, sa part dans la société. Assurer à chacun un espace de liberté".

Et les luttes se succédaient emmenant avec elles les étapes de la libération. Ainsi le passage de la semaine de 48 à 44 puis à 40 heures créait 128 emplois. "Ça faisait beaucoup de pain sur la table de ceux qui n'en avaient pas."

La bataille pour la sécurité d'emploi conduisait à un sérieux conflit de travail en 1955. J'ai perdu mon travail. Mais c'est le chemin: "*C'est quand on disparaît, qu'on sent la vie venir*".

Je quittais un syndicat pour en construire un autre. Et c'est mon "compagnon de travail" qui me guidait; lui le Créateur qui sent qu'on

continue son œuvre. Le Christ, c'était mon meilleur compagnon; si on veut le sentir présent, il faut travailler avec lui.

Journalier à la Ville

En 1956, toujours en pénitence quant à la Consol, M. Bourbeau entre à la Ville et la lutte reprend: d'abord faire entrer le syndicat puis changer les conditions de travail. Et surtout réveiller ce groupe de travailleurs à sa dignité. Défier les croyances courantes: un journalier qui travaille à la Ville, c'est un gars pas capable de faire autre chose. Pendant qu'il travaille dans les égouts, les gens viennent sur le bord et lèvent le nez. Et pourtant, ce travailleur est en train d'assurer les bases des services collectifs dont personne ne se passerait et garantir les conditions nécessaires à l'hygiène, à la santé. Chaque travail a un sens qui est à partager avec les siens. C'est l'enjeu d'une "lutte pour la formation de l'homme," condition de libération. M. Bourbeau et son compagnon s'y sont consacrés.

Une victoire importante: "un type qui a un accident de travail, la Ville le paie maintenant tant et aussi longtemps que l'accident n'est pas réglé. "Quand j'ai gagné cela, ça m'a dépassé. Pour moi, c'était une *réponse du Compagnon.*"

Aujourd'hui

"Le temps d'hier doit s'acclimater au temps d'aujourd'hui". Paul Bourbeau ne vit pas de la nostalgie du passé. Mais il en fait lecture pour mieux cerner ce que sont, pour lui, les chemins de l'Espérance aujourd'hui. Élevé dans un "esprit de corvée" (mentalité d'entraide) il appréhende ce climat d'auto-suffisance, d'auto-satisfaction que véhicule une société de consommateurs et rend l'engagement difficile. "On sent une certaine fatigue et le goût pour des solutions de repos. Il suffit que le patron offre un ajustement de salaire aux fêtes et le gars prend le bonbon. Mais un bonbon qui porte son poison de division puisque ce même travailleur critiquera ensuite le gars qui est sur le bien-être social.

Au plan syndical, retourner aux cellules de base: "lors de la guerre de 39-44, nous avons travaillé par petites cellules, et c'est cela qui a assuré le vote contre la conscription."

"Chaque homme a une valeur qu'il ne sait pas découvrir". Il a à se réhabiliter à ses propres yeux. C'est ce que M. Bourbeau a compris

lorsque, comme trésorier du syndicat à la Consol, il lui fallait aller chercher la cotisation syndicale de 625 gars, "s'acharner à les stimuler, leur faire voir l'erreur qu'ils avaient dans les jambes (leur situation d'exploités), pour qu'ils puissent aider à la corriger," (en luttant ensemble"...)

*(interview réalisé par François Mélançon
et rédigé par Lucie Leboeuf)*

On est syndiqué ou bien on l'est pas!
(Sur l'air de "On est Canadien ou bien on l'est pas!")

— 1 —

Maurice Duplessis aujourd'hui fait de la bile,
À cause de ses saudits bills;
Il en veut à tous les syndicats,
T'as menti, tu nous auras pas!

— 2 —

La police provinciale va sortir ses matraques
Pour protéger son "cheuf" qui détraque,
Son bill, on ne le digère pas,
On l'a sur le cœur, il l'a sur les bras.

— 3 —

Souvenez-vous donc d'Asbestos
Où les nôtres ont attrapé des bosses,
Et Louis'ville, Rouyn-Noranda,
Enfin, ses deux bills, pour finir le plat.

— 4 —

Les ouvriers en ont déjà vu bien d'autres,
D'une grande cause, ils sont les apôtres;
Assommez-en un, ils reviendront trois,
On est syndiqué ou bien on l'est pas.

La Marche sur Québec (1954)

Des travailleurs mis à la retraite forcée

"Chez Dupuis, entre les employés, c'était un peu comme un village où tu y visites tes voisins". En moins de deux minutes, les employés apprennent que ce village de 110 ans d'existence est unilatéralement décrété "village fantôme".

27 janvier 1978
Chez Dupuis Frères
700 employés congédiés sans pré-avis

Trois jours plus tard, le 30 janvier 1978, les congédiés prenaient connaissance de la lettre qui aurait dû leur être remise le 27 janvier 1978, à 21.00 heures lors de la fermeture du magasin.

Plusieurs employés se sont même rendu au travail samedi matin, le 28 janvier, ne sachant pas que le magasin était fermé, car leur journée s'est terminée la veille à 17.30 heures sans savoir que le lendemain, c'est-à-dire le samedi matin, les portes seraient fermées aux employés et aux clients.

PERSONNE N'A ÉTÉ PRÉVENU DE LA FERMETURE AVANT 21.00 HEURES. *Traitement inhumain* pour des travailleurs, qui quelques-uns ont donné jusqu'à quarante (40) ans de leur vie et plus, d'autres moins à servir une entreprise qui les met dans la rue, sans même leur donner cinq (5) minutes d'avis.

SITUATION ACTUELLE

Présentement 160 ex-employés syndiqués de Dupuis Frères travaillent à la vente de liquidation. Cette vente est prévue pour

une durée de huit (8) semaines. Après la vente le problème des mises-à-pied demeurera entier pour tous les ex-employés du magasin.

C'est pourquoi les ex-employés de Dupuis croient de leur devoir d'éveiller toute la population devant des situations aussi injustes.

QUI SONT LES RESPONSABLES DU CHOMAGE?

Les travailleurs de bonne volonté ou les administrateurs de mauvaise foi avides de profits?

le 9 mars 1978

Les ex-employés de Dupuis Frères

“Sur les tablettes”

Près de la moitié des travailleurs et travailleuses ont plus de 20 ans de service, 27 - 30 - 40 ans... Et parmi les femmes, qui sont majoritaires, plusieurs sont soutien de famille.

“Avec votre expérience, vous pouvez vous trouver de l'ouvrage en dehors”, leur a brillamment répondu le gouvernement. “Quand il y a tant de chômage, nous dit M. Benoît, peux-tu avoir une réponse plus plate”.

Et des subventions, pas question, car les travailleurs de Dupuis ne sont pas dans la production. Il leur reste donc un comité de recyclage qui communique avec tous les bureaux d'assurance-chômage et visitera les manufactures et magasins avec emplois disponibles.

Pas d'illusion! Pour plusieurs ce sera l'entrée forcée dans la période de “l'âge d'or” mais un âge d'or en décadence car, chez Dupuis Frères, pas de fonds de pension et, de plus, la loi des mises-à-pied ne s'applique pas en cas de faillite. Les employés n'ont aucune protection. Ainsi M. Benoît perd \$1,000. qui lui est dû: 2 semaines de vacances pour 77; le 4% réglementaire quand on quitte un emploi, et un 10% de boni de mai à janvier en raison de ses années de services. “Ça dépassera le demi-million, ce qui est dû aux employés. Mais ça tombera dans l'assiette quand il n'y aura plus de gâteau”. Le Trust, la Banque Royale... seront

en train de le bouffer. Ils sont créanciers privilégiés avant les travailleurs et travailleuses de Dupuis. Et nous, l'assurance chômage, le bien-être social...

Car des chauffeurs de Dupuis sont allés faire application dans l'ouest: "trop vieux, se font-ils répondre, les assurances n'acceptent pas". Si ça s'applique à tout le monde, nous dit M. Benoît, y' en a un bon nombre qui vont rester sur les tablettes.

Une vie de lutte

Et cela après s'être "battu et rebattu pour avoir la moitié d'une tranche de pain".

En 51, grève de 3 mois pour gagner un vrai syndicat avec une convention collective écrite. En 61, J.-Louis Lévesque arrive: "Si vous êtes prêts à coopérer avec nous, on va coopérer avec vous" affirme-t-il à l'exécutif du syndicat, mais en ne précisant pas qu'il s'agissait d'une coopération à sens unique.

Le syndicat signait une entente sur les clauses mécaniques mais acceptait de laisser en attente les clauses monétaires, et se fiait à un engagement de Jean-Louis Lévesque qui promettait des augmentations que si le chiffre d'affaire se normalisait:

6 mois passent, les augmentations 0.

1 an, 1 an et demi, 2 ans, 2 ans et demi, toujours 0. Et les parts montent à la bourse.

1964, 3 ans; le temps de renouveler la convention collective; Jean-Louis Lévesque accepte de négocier uniquement aux mêmes conditions, ou il fermera les portes.

Assemblée générale du syndicat: "Ferme-les tes portes", répondent les travailleurs et travailleuses.

Lockout de 7 semaines: puis signature d'une convention avec de minces augmentations. Et aucun rattrapage: le "3 ans" perdu, reste perdu.

Jean-Louis Lévesque part et les "gars de paperasses" continuent à se succéder: Pierre Desmarais, de Power Corporation, pas très doux pour les travailleurs: "la paire de pinces et on serre", Langevin de Valiquette, Marc Carrière et ses projets de grandeur...

Et avec eux, les abolitions de postes, terrain tabou dans les négociations. "À chaque fois qu'on leur arrachait une clause on aurait dit qu'on leur coupait un bout de doigt".

Les magasins de l'ouest bénéficieront toujours du résultat de nos batailles sans batailler. Leurs patrons se dépêchaient d'accorder ce que notre syndicat avait gagné et un peu plus pour éviter le syndicalisation de leurs employés.

Aujourd'hui

Aujourd'hui, les hommes de métier chez Dupuis ont \$3.00 à \$3.25 *de moins* l'heure, qu'avec l'extérieur — un chauffeur de Simpson a un boni et \$45.00 de plus par semaine qu'un chauffeur de Dupuis. Aucune vendeuse n'a plus de \$3.85 l'heure.

M. Benoît, après 27 ans de service, n'atteint pas le cap du \$10,000 pour un an et cela avec du temps et demi et une semaine de 40 heures. "J'ai sacrifié ma vie pour Dupuis. Car si je n'ai pas la même capacité qu'à 25 ans, mon énergie, qui me l'a prise? Elle est dans le magasin, ils m'ont syphonné mes forces et celles de combien d'autres travailleurs et maintenant: "Dehors les chiens pas de médaille".

Et la faillite, qui en paiera les frais? Pas les gros, qui ont laissé leurs dettes en héritage à Dupuis, mais bien nous, les petits: on est si facile à assommer du haut de leur grande échelle — si on crie, un second coup de marteau, et c'est fini.

Il y a des grosses questions à se poser. Un hasard, que le même administrateur se trouve chez Pollack à Québec, au magasin Château à Montréal et maintenant chez Dupuis? Et aux trois endroits, la même solution: faillite.

"Les patrons ont frappé en bas de la ceinture". Le monde veut se battre. C'est la force qui vient d'un syndicat: au lieu de plier l'échine et rentrer chacun chez soi, nos salles de 400 à 500 personnes réunies en assemblée générale, ont obligé les acheteurs de la faillite à négocier avec nous. Ce que les ex-employés de Dupuis veulent, c'est un emploi et non pas la mise au rancart. C'est pourquoi il y a eu les deux "marches pour l'emploi", même si lundi dernier dans un magasin, une femme prise de panique en nous voyant arriver avec nos demandes d'emploi, a appelé la police. Où sont les vrais dangers publics?

Devenir étranger chez soi

Les Amérindiens de la Côte-Nord

Lucie LEBOEUF

Un article sur les amérindiens dans un dossier pour les travailleurs à la retraite, pourquoi? Ils sont travailleurs de chez nous, québécois de premier droit que l'exploitation capitaliste a chassé de leur terre, déposés de leurs biens pour en faire des étrangers chez eux.

Plusieurs vivaient sur la Côte Nord depuis des temps immémoriaux, une vie de nomade courageuse, dans le nord québécois, leur pays. "Nous partions de Mingan à la fin du mois d'août. Avant la neige en montant dans le bois, on chassait le caribou, la loutre et le castor afin d'économiser nos provisions mais aussi pour la fourrure. Nous étions au Lac Brûlé pour le gel. Nous abandonnions nos canots dans cette région dans le but de les reprendre là au dégel.

"Au printemps nous arrivions parfois trop tôt ou encore il faisait froid plus longtemps. Alors il fallait attendre pour nos canots. Nous attendions en chassant au petit lac Brûlé. Lorsque le dégel arrivait, nous retrouvions nos canots et descendions à Mingan."¹

SOURCES: — Entrevue avec Edward Gardner, du Centre d'Amitié Autochtone de Montréal.

— *Je suis une maudite sauvagesse*, chez Leméac, par An Antare Kapesh.

— *Chronique de chasse d'un Montagnais de Mingan*, Mathieu Mes-tokoslu, par Serge Bouchard, collection civilisation Québec.

¹ ... Chronique ... p. 14-15.

Le patron blanc s'installe

Dans ce temps-là, c'était très bon de vivre dans le bois. Puis arrive, vers 1950-55, l'Iron Ore, à 35 milles au nord de Sept-Îles, et la construction du chemin de fer, pour relier Sept-Îles, Schefferville et la mine: le début de la dépossession: "Quand le Blanc a voulu exploiter et détruire notre territoire, il n'a fait signer aux Indiens aucun document disant qu'ils acceptaient qu'il exploite et qu'il détruise tout notre territoire afin que lui seul y gagne sa vie indéfiniment².

Car il n'y a pas eu que l'Iron Ore; ça continue et ça continuera tant que le patron blanc y fera son profit: I.T.T., barrage sur la Moisie, un plan d'uranium... Et avec ces développements, la pollution des lacs, des rivières, la destruction systématique de l'environnement. Les Amérindiens se sont vu privés de leur vie, vie de chasseurs, de pêcheurs repoussés dans des réserves chaque jour plus restreintes, eux qui avaient nommé ce pays, leur pays:

"Quand eux sont arrivés ici, l'Indien avait depuis très longtemps fini d'arpenter avec ses jambes tout son territoire et avait depuis très longtemps, lui le premier, dit comment s'appelleraient, à la grandeur de son territoire, les rivières, les lacs, les montagnes et les ruisseaux³."

"Quand l'Iron Ore a ouvert un chantier sur notre territoire, c'est elle qui était reine, ce n'est pas l'Indien qui était roi; par exemple, quand elle nous a chassés, c'est elle qui a choisi le terrain qu'elle nous donnerait et elle n'a pas choisi le meilleur: elle nous a donné un terrain rocailleux...

Le terrain qu'on envisageait nous donner en ville constituait la partie la plus sale et n'était qu'une petite pointe.. Quand le Blanc est venu, il n'a pas pris qu'une petite pointe sur notre territoire, il s'est emparé du Nord dans toute son étendue. Après avoir sali un endroit, c'est à cet endroit que le Blanc cherche ensuite à construire des maisons pour les Indiens⁴.

De travailleur, chasseur et pêcheur, l'Amérindien n'a pas eu de choix. Pour survivre, privé de son gibier, de ses poissons maintenant nourris au mercure, il lui a fallu devenir travailleur salarié. Or le travailleur

² ... Je suis ... p. 13.

³ ... Je suis ... p. 59.

⁴ ... Je suis ... p. 197.

montagnais est peu scolarisé: il ramassera les jobs sales et mal payées. Et pourtant, à chaque fois qu'on annonce un grand développement dans le nord, l'argument fort c'est l'impact sur le développement économique de ces endroits et la promesse de travail avec l'entraînement nécessaire. Mais le temps venu, la mémoire des compagnies est courte: il faut des travailleurs avec de l'expérience, des travailleurs d'ailleurs... il reste les jobs sales pour les Amérindiens.

Aussi vers 1969, à Sept-Îles, des Amérindiens se regroupent pour lutter: ils constatent que des non-indiens, sans plus de scolarité qu'eux, ont de l'avancement par l'ancienneté, et le training reçu. Les Amérindiens font une grève. Bien que le syndicat composé aussi de Blancs, ne l'appuie pas, les Amérindiens gagnent sur plusieurs points de leur requête. La solidarité entre exploités est encore à bâtir...

Et d'autres luttes s'intensifient chaque jour pour le respect des droits des nations amérindiennes.

Devenir salarié

Devenir salarié, c'est quoi pour un Amérindien? C'est un changement radical, très difficile. Car l'Amérindien est un homme fier, indépendant, capable de nourrir ses enfants. Un homme responsable de sa famille, habitué à l'auto-suffisance.

"Mon père a quatre-vingt-onze ans, il nous a élevés dans le bois et c'est dans le bois qu'il nous a tout enseigné⁵... Avant qu'on prenne nos enfants pour les envoyer à l'école, nous étions dans le bois à l'année longue... Quant à l'argent, nous n'y pensions jamais parce que ce n'était pas grâce au travail salarié que nous vivions"⁶.

"Nous étions très vaillants. Ceux qui ont dit que les Indiens ne savaient rien faire, ceux-là sont de grands menteurs. Moi, je sais ce dont je parle et j'ai connu les Anciens. Je dis que les marchands et les prêtres ont menti à notre sujet. Ils n'ont jamais su ce que nous faisons chez nous dans le bois pour survivre. Il nous fallait être forts et vaillants, et nous étions fiers entre nous de ce que nous réussissions à faire"⁷.

⁵ ... Je suis ... p. 159.

⁶ ... Je suis ... p. 187.

⁷ ... Chronique ... p. 107.

L'Amérindien, un homme qui sait vivre en collectif et connaît le partage du produit de son travail:

“Nous étions trois canots: le mien se trouvait au centre. Soudain, les autres aperçurent une tente sur les bords de la rivière. Dans cette seule tente, il y avait deux familles. Ils avaient faim et n'avaient pas tué de caribou ces derniers temps. Nous avons une très grande quantité de viande et de graisse. Ils furent très contents de manger à leur faim. Nous avons décidé de rester avec eux et de les attendre” (p. 27).

Devenir salarié: c'est abdiquer la vie de nomade, la vie dans les bois, c'est dépendre d'un patron, des tests que la compagnie fait écrire, être lié à un chèque de paie, à un horaire de 8 à 4; c'est la rupture d'avec soi-même; “...prenons le cas de ce Blanc qui, avec tous ses enfants serait gardé par une famille indienne pendant seulement un an, dans le bois, dans une tente et disons que, pendant seulement une année, ce Blanc ne mange rien de sa nourriture à lui. Moi je pense que le Blanc qui a dit “Les maudits sauvages ne savent pas vivre”, lui non plus ne saurait probablement pas vivre et probablement qu'il trouverait cela pénible... De nos jours, c'est le Blanc qui nous force à vivre sa vie”.⁹

Ce qui occasionne nombre de difficultés pour le travailleur amérindien, qui relève non pas de la paresse, tel que se plairont à le claironner les patrons blancs, mais de modes de travail radicalement opposés. C'est là la source des conflits.

Les outils de l'assimilation

Le travail salarié, comme l'école des Blancs, c'est ouvrir la porte au bulldozer de l'assimilation, ce génocide camouflé; car à la porte du chantier, de l'école, tu laisses ta langue, ta vie en forêt, la sagesse pratique des anciens. Il faut parler anglais ou français, ne compter qu'avec le chèque de paie, se procurer les biens au magasin.

Le choix, il n'est pas multiple: le barrage de Bersimis à lui seul a inondé combien de territoires de chasse? Il reste le marché du travail des Blancs ou le B.E.S. Et l'école des Blancs pour les enfants, l'école,

⁸ ... Chronique ... p. 27.

⁹ ... Je suis ... p. 235.

promesse d'avenir pour ses enfants, qui reviennent à la réserve incapables de communiquer avec les parents.

“Quand l'Indien vivait sa vie à lui, sa culture ne lui permettait pas d'être séparé de chacun de ses enfants. Quand on a pris l'enfant indien pour l'éduquer et le garder pensionnaire, l'Indien n'était pas tellement content de voir que son enfant était gardé par des étrangers.¹⁰ ...J'incline à penser que c'était uniquement pour nous faire du tort, nous faire disparaître, nous sédentariser, nous les Indiens, afin que nous ne dérangions pas le Blanc pendant que lui seul gagne sa vie à même notre territoire. Voilà les seules raisons pour lesquelles on nous a construit une école”¹¹.

Si, chez les Amérindiens, il y a aujourd'hui un mouvement de retour vers leurs racines, comment concilier cet appel vital avec des changements si rapides qui ont bouleversé les rôles de chaque membre de la famille. S'ils se remettent à l'écoute des vieux, ces vieux capables de donner leur point de vue de l'histoire de la Côte Nord avant, de leur tradition de lutte et de communion avec la nature, ce sont ces choses pratiques qui restent choses du passé. Comme garder vivante et agissante la sagesse du travailleur nomade amérindien dans la société dominante, ce souci viscéral pour la balance de la nature. Les besoins internationaux sont voraces, la loi du profit n'a pas d'oreille.

C'est tellement plus simple pour le Blanc d'identifier le travailleur indien comme paresseux, alcoolique, ignorant, malade, le rendre honteux de lui-même. C'est le jeu nécessaire d'une politique de l'apartheid.

Le travailleur amérindien, un alcoolique: mais alors qui a apporté l'“eau magique” et a bâti l'hôtel où l'on envoie la police chercher l'Amérindien, ivrogne, pour le battre, le mettre en prison et récupérer par les amendes les salaires de crève-faim ou la pitance du Bien-Être Social.

La médecine blanche n'a pas échappé à cette relation de domination en ignorant les acquis de la médecine amérindienne. De plus, l'organisation de nos hôpitaux tient bien peu compte du fait que nombre de travailleurs autochtones hospitalisés ne parlent ni français, ni anglais, incapables de communiquer avec le personnel hospitalier, ils vivent dans l'isolement et l'insécurité.

¹⁰ ... Je suis ... p. 73.

¹¹ ... Je suis ... p. 75.

De plus, certains centres de convalescence pour les autochtones sont inadéquats. Ainsi, à Montréal:

“Aucun des deux endroits où ils sont envoyés par le Ministère National de la Santé et du Bien-Être Social (Hôtel Pierre et Igloo) ne mérite le nom de foyer. Les patients y sont limités à l'espace restreint de leur chambre, laissés à eux-mêmes, inactifs, aliénés et solitaires” (Rapport du Centre d'Amitié Autochtone de Montréal, par Edward Gardner).

Les femmes amérindiennes

Devenir travailleur salarié, est aussi destructeur pour la femme amérindienne que d'ailleurs le travailleur blanc troque bien pour une bouteille d'alcool. La femme amérindienne devient dépendante de l'homme, confinée à sa cuisine. Alors qu'avant, son rôle était important. Dans le bois, elle partageait le travail du mari, ils étaient collectivement responsables de leur famille.

“Le soir parfois avec les femmes et les enfants, nous nous allongions dans la tente. On se reposait un peu. Mais le lendemain, avant que le soleil ne se lève, le travail reprenait. Chez nous, nous aidions les femmes pour le bois de chauffage, nous faisons la visite de leurs collets.

“Car les femmes avaient beaucoup à faire. Elles cuisaient la nourriture, réparaient le linge, le faisaient bouillir pour le laver, s'occupaient des enfants et des vieux. Elles nettoyaient les peaux des animaux à fourrure. En plus, elles chassaient et pêchaient. Elles n'arrêtaient jamais et souvent n'avaient pas le temps de manger comme il faut.”¹²

Un espoir?

Et pendant que le génocide continue, la responsabilité constitutionnelle du Canada par rapport aux Amérindiens est très vague. S'il a fallu que les colons européens signent des traités respectant les Amérindiens, seuls capables de leur apprendre à survivre dans ce pays de froidure et de neige, les ententes de 1763, 1867, et jusqu'à nos jours, restreignaient toujours davantage les droits des Amérindiens. Et l'aberration va jusqu'à

¹² ... Chronique ... p. 105.

obliger des Amérindiens à abdiquer volontairement leur statut spécial d'Amérindiens pour lutter pour leurs droits, puisqu'être un indien statué limite ses droits tels que ceux d'association (jusqu'en 1930) — droit de vote (jusqu'en 1951).

Si les travailleurs amérindiens à la retraite se retrouvent sur la réserve avec les leurs, c'est leur sens de la collectivité qui leur a permis d'échapper jusqu'à maintenant aux maisons d'accueil. Jusqu'à quand?

La lutte s'organise: les Amérindiens refusent l'assimilation. Ils sont à mobiliser leur force pour arriver à faire face aux nouvelles réalités qui les entourent.

Le mouvement des Centres d'Amitié Autochtone est l'une des forces qui émergent et véhiculent ce double souci:

- de protéger en valeur l'identité et l'héritage culturel des Amérindiens;
- et de rapprocher les groupes amérindiens du reste de la population québécoise qui les aidera à obtenir les mêmes droits au cœur d'une même société.

“Le Blanc n'a probablement jamais su que l'Indien *possède un diplôme*: lorsqu'il est allé le retrouver sur son territoire, l'Indien le lui a caché. Mais aujourd'hui il n'a pas honte de montrer au Blanc que, lui aussi, en sa qualité d'Indien, *possède un diplôme* et il n'a pas honte de le faire valoir. L'Indien, lui, n'a pas de certificat à suspendre au mur attestant qu'il est diplômé: c'est dans sa tête que se trouve son diplôme”.¹³

L'Apartheid a déjà trop duré. La surexploitation que subit les travailleurs amérindiens, hommes et femmes, au plan économique et de leur appartenance ethnique, nous convoque au rendez-vous de la solidarité avec tous les exploités des masses laborieuses.

¹³ ... Je suis ... p. 33.

Pistes de travail

Pour une histoire populaire

L'histoire n'appartient pas aux seuls intellectuels, elle est d'abord la mémoire du peuple, et c'est à lui qu'elle appartient en premier lieu. Avant que cette mémoire ne s'éteigne et que ses vestiges disparaissent, nous devons nous faire un devoir de recueillir les témoignages vivants de ceux qui l'ont vécue: ils appartiennent, eux aussi, à notre patrimoine.

Le monde ouvrier de chez-nous ne peut pas toujours avoir aussi facilement "*la mémoire en fête*" comme on voudrait qu'il l'ait; il a aussi la mémoire en deuil, sinon parfois "en maudit". Cela aussi fait partie de l'histoire.

Que s'est-il passé au Québec depuis quarante ans? Comment le pays a-t-il changé? Pourquoi? — À ces questions, qui mieux que les témoins eux-mêmes sont en mesure de nous apporter les réponses? C'est pourquoi il faut s'empressez d'aller les recueillir. Ce sera là une école de formation, autant pour les travailleurs d'aujourd'hui que pour ceux de demain qui fréquentent nos écoles.

Dans le présent dossier, nous avons voulu recueillir quelques morceaux de cette histoire populaire pour donner à d'autres le goût de la continuer dans leur milieu. Dans ce but, nous proposons ici quelques pistes de travail.

1 — INTERVIEWS ET VIDÉO

— Pourquoi ne pas interviewer et conserver sur cassette ou vidéo, des travailleurs âgés de notre région? Un schéma d'interview pourrait être le suivant:

- 1 — À quel âge avez-vous commencé à travailler, et dans quelles conditions?
- 2 — Avez-vous connu des luttes dans votre milieu de travail: y avez-vous participé? Racontez.

3 — Quels changements ont-elles apportés?

4 — Qu'est-ce que votre travail vous a donné aujourd'hui?

2 — ATELIERS D'HISTOIRE

— On pourrait également organiser des ateliers d'histoire d'une région, en réunissant les gens pour leur faire raconter leurs souvenirs, évoquer des anecdotes, essayer d'expliquer comment ils ont vécu tel ou tel épisode: par exemple, la crise des années 30, la guerre de 39-45, l'implantation de telle ou telle industrie, une grève plus retentissante, etc. Et comme les choses ont un langage, pourquoi ne pas constituer un musée avec une vieille usine où l'on conserverait d'anciens outils ou machinerie.

3 — L'ÉCOLE

— Puisque l'école est un des lieux où s'enseigne l'histoire, pourquoi ne pas inviter l'une ou l'autre personne âgée à venir raconter ce qu'elle a vécu? Les étudiants pourraient également aller interviewer des anciens travailleurs à leur retraite.

4 — CLUBS D'ÂGE D'OR ET ASSOCIATIONS DE RETRAITÉS

— On sait que "les vieux" aiment raconter leurs souvenirs: ces associations seraient un lieu idéal pour "faire l'histoire". Il pourrait y avoir des soirées de souvenir où l'on exhiberait non seulement les costumes d'autrefois, mais aussi la vie et le travail.

5 — LES SYNDICATS

— Certains syndicats ont des projets d'histoire ouvrière; certaines pages ont déjà été rédigées, comme la grève des textiles, l'histoire de Valleyfield, etc. On peut déjà les consulter. On pourrait également inciter son propre syndicat à poursuivre ces projets dans un but d'éducation des travailleurs. Également, n'y aurait-il pas lieu de "fêter" certains anniversaires comme l'ont fait les grévistes de l'Amiante: (cf. Dossiers "Vie Ouvrière", n° 100: "Pour refaire le monde du travail, page 581).

6 — BIBLIOGRAPHIE

- Histoire des organisations syndicales. Dossiers "Vie Ouvrière", n° 111, page 24: *Bibliographie*.
 - *Rodolphe Hamel raconte sa vie ouvrière* (1912-1963). Dossiers "Vie Ouvrière", n° 82, pages 67-84.
 - *Philippe Girard: Sorel 1937, une population solidaire*. Dossiers "Vie Ouvrière", n° 85, pages 308-317.
-

Histoire de Valleyfield

Il y a deux histoires de Valleyfield. Celle du "progrès" des entreprises capitalistes anglo-canadiennes et des sociétés multinationales américaines, sur lequel s'appuie la bourgeoisie locale...

Ce qui nous intéresse, c'est l'autre histoire de Valleyfield. Celle que l'on passe sous silence, celle que l'on cache: celle de ses travailleurs. De leurs sueurs et de leurs luttes. De ces générations d'ouvriers et d'ouvrières sans lesquelles rien de ce que nous connaissons aujourd'hui n'existerait. Cette histoire est celle de vos familles, c'est la vôtre aussi. Celle que vous contribuez à faire par votre travail quotidien et votre participation aux luttes syndicales ou aux organisations populaires du milieu.

Claude Larivière

La situation économique des retraités

MANIFESTE

Michel THIÉNOT
animateur

"Groupons-nous pour défendre nos vies et promouvoir nos droits".¹

"Ce manifeste n'a pas la prétention d'être une fin en soi, ni couvrir toute l'ampleur de la question..."

"Il faut faire sentir notre présence dans la société..."

"Nous avons confiance que la publication de ce manifeste donnera naissance à un sillage qui aura pour effet de mettre sur pied une vraie organisation permanente d'avant-garde pour la défense des gens du 3e âge²."

En septembre 1976, lors de son congrès d'orientation, l'association des 3R de Rosemont décidait d'étudier toute la problématique de la personne du 3e âge et de rechercher "les moyens de contribuer à l'amélioration de cette situation". Avec différentes personnes, en invitant diverses associations, avec l'aide de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal, les réunions commencèrent en fé-

¹ Le manifeste, 1ère édition. Présentation p. 12.

² Marcel Lapalme de l'association des 3R de Rosemont à l'ouverture du colloque du manifeste tenu les 5 et 6 novembre 1977 au Cegep de Rosemont.

vrier 1977... Maintenant le manifeste est là. Il circule, il est discuté... On est d'accord ou pas avec telle ou telle recommandation, mais on se retrouve dans le dossier, on se réfère à la situation qu'il décrit... Que 63% des 65 ans et plus vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. Après 40 ans de labeur, voilà qui n'a pas de bon sens.

Le manifeste est à la fois:

- un pamphlet, préparé et écrit par des retraités et pré-retraités, qui dénonce cette réalité;
- une démarche éducative de groupe qui a commencé par une série de rencontres, d'assemblées dans un quartier de Montréal et qui se propage depuis;
- une solidarité entre les personnes âgées et avec elles, avec la majorité des mal-pris;
- une lutte pour une transformation de leur vie, de leur place parmi nous.

Que des retraités et pré-retraités québécois se réunissent pour évaluer leurs conditions de vie et se concertent pour les transformer socialement à partir d'un manifeste, c'est une "première" au pays. Ce type de démarche n'est pas nouveau en soi, mais le mouvement qui s'amorce ici l'est. À notre connaissance, pour trouver quelque chose qui y ressemble présentement dans le même domaine, il faut regarder du côté de l'Angleterre. Avec le "*Manifesto on the Place of the Retired and the Elderly in Modern Society*"³, là aussi des "comités de citoyens" impliquant des personnes âgées, ont fait collectivement le point de leur situation dans les années 1973-1975, pour tenter d'en instaurer une autre plus juste et plus satisfaisante.

Bien sûr, ce n'est pas la première fois au Québec que des gens du 3e âge agissent en commun pour que leur vie s'améliore. Des clubs, des associations, des groupements, des médias font du travail dans ce sens depuis plusieurs années... Mais ce rassemblement qu'est le manifeste, par ses objectifs, sa façon de se développer, c'est un point de départ qui n'a pas d'antécédent.

³ Manifesto — Published by Age Concern England, 60 Pitcairn Road, Mitcham CR4 3LL.

Jusqu'où ira le mouvement? Qui vivra verra. Toujours est-il que nos énergies vont dans plusieurs directions:

- 1 — Diffuser le premier manifeste, poursuivre les échanges à son sujet avec des groupes de personnes âgées, progresser dans les recommandations. La préparation de ce manifeste et le colloque qui a été l'occasion de son lancement ont réuni plusieurs centaines de personnes. Les 5,000 exemplaires du premier tirage du manifeste ont été distribués. Un second tirage est en cours. Divers groupements du 3e âge demandent à rencontrer le comité initiateur.

Autrement dit, la diffusion et la réflexion autour du manifeste se développent. Ainsi plus de retraités, pré-retraités se mettent "dans le coup", endossent le manifeste, y apportent leurs expériences... On a reproché au manifeste, lors du colloque, de ne pas établir des priorités dans ses recommandations. Voilà quelque chose qui pourra être introduit dans la mesure où avec d'autres, plus nombreux et reprenant le dossier, nous le porterons plus loin.

- 2 — Manifeste I, Manifeste II, Manifeste III...

Le comité initiateur du manifeste en a prévu plusieurs. Il ne voulait pas et ne se sentait pas capable de ramasser, d'un seul coup et dans un unique manifeste, tous les aspects de la situation des personnes âgées au Québec. Aussi a-t-il choisi de procéder par étapes:

- d'abord, la situation économique des retraités, c'est-à-dire leurs revenus — ce qui a donné le présent manifeste;
- ensuite, le logement et les services aux personnes âgées. Voilà qui fait l'objet d'un second manifeste actuellement en préparation;
- devraient venir ensuite d'autres manifestes sur le rôle social du retraité, la préparation à la retraite...

À propos du second, le comité tente actuellement de se relier à différentes équipes de retraités, pré-retraités dans la province en passant par les C.L.S.C. et diverses institutions ou groupements. Ainsi, ce deuxième manifeste pourra sans doute s'appuyer sur une base plus large que le premier dès sa production et pas seulement lors de sa diffusion et de son utilisation ultérieures.

- 3 — Stratégie d'ouverture, désir de "grossir les rangs", recherche de nouveaux appuis, volonté d'aboutir à une force structurée et cohérente...

"Donner naissance à un sillage...": c'est clair que le comité désire jouer un rôle d'impulsion dans le milieu québécois:

- impulsion en faveur des plus mal-pris;
- impulsion pour aboutir à une force sociale, politique;
- impulsion pour que ce soit des retraités et pré-retraités qui constituent, petit à petit, cette force.

Ce faisant, le comité s'est montré et demeure ouvert aux appuis, aux collaborations d'organismes du milieu dans le domaine du 3e âge qu'au niveau de l'ensemble de la population. Bien des associations et les principales centrales syndicales de travailleurs ont été invitées, à plusieurs reprises, à participer à la tâche, au démarrage de l'activité du manifeste, lors du colloque des 5 et 6 novembre 1977... Il est bien évident que la promotion d'une politique du travailleur âgé et du retraité, favorable aux classes populaires, dépasse les capacités d'action du comité du manifeste. Pour pousser dans ce sens, le comité ne peut que se relier aux travailleurs et aux organisations qui les défendent.

"...mettre sur pied une vraie organisation permanente d'avant-garde pour la défense des gens du 3e âge".

Pour que la majorité pauvre des retraités, pré-retraités s'organise, pour qu'elle se mobilise en vue de changer sa situation, le comité souhaite que ses efforts contribuent à un mouvement du 3e âge organisé et d'avant-garde. Ce qui revient à dire que cette force fait défaut tandis que les "vieux" traînent la patte à l'arrière de la société... avec les assistés sociaux, les travailleurs au salaire minimum, les chômeurs...

"Groupons-nous pour défendre nos vies et promouvoir nos droits". Dans cette perspective et dans les mois à venir, le comité s'est engagé à présenter aux trois palliers gouvernementaux, en se retrouvant pour cela le plus nombreux possible, le manifeste, la pétition d'appui et les réflexions du colloque de novembre 1977.

Les recommandations du Manifeste

Présenter le Manifeste dans ce dossier c'est rejoindre les perspectives souhaitées dans le texte de présentation qui l'accompagne:

"l'activité éducative du manifeste devra se poursuivre et s'élargir, par l'appropriation et la critique, par d'autres groupes de retraités et de pré-retraités, des analyses et recommandations de ce premier document."

Si Dossiers "Vie Ouvrière" vous invite à vous procurer le manifeste¹, nous voulons déjà mettre en relief certaines recommandations qui rejoignent plus spécifiquement les soucis de l'équipe.

Un éveil brutal

"L'Âge d'Or? C'est le seuil de la pauvreté pour la majorité des 65 ans et plus (63%)". Une meilleure répartition des richesses s'impose, car ces richesses ont été développées par ces travailleurs maintenant à la retraite, et accaparées par une minorité exploitante.

Comment y arriver? Les recommandations du Manifeste tracent un chemin. Elles portent sur:

- les régimes publics de retraite
- les régimes supplémentaires de rentes privées
- la condition féminine

¹ S'adresser à l'un des deux endroits suivants:

- *L'Association des 3R de Rosemont*, au Cegep de Rosemont, 6400, 16e avenue, Montréal, P.Q., Tél.: 376-6310.
- *Promotion Collective 3e âge*, Faculté de l'éducation permanente, Université de Montréal, 3333 Chemin de la Reine Marie, Montréal. Tél.: 343-7011.

- l'endettement dû au logement
- les risques tels que feu, accident, maladie
- l'établissement de différents services communautaires
- l'organisation du travail des pré-retraités
- la formation permanente
- le revenu garanti

Nous attirons spécialement votre attention sur la recommandation concernant l'amélioration des conditions de travail des pré-retraités: une organisation du travail respectueuse de leur santé et de l'importance d'une préparation à la retraite *sans que cela ne diminue leur niveau de revenu*. Qu'on se rappelle ici "les cartes d'incompétence" que l'on fait signer aux ouvrières dans le textile;² aux emplois de seconde zone en entretien ménager pour ces personnes sur le chemin de la retraite³.

Une autre recommandation: le revenu garanti applicable à tout citoyen sans restriction. Le revenu garanti est présenté comme une réponse globale à la pauvreté socio-économique de la majorité des retraités. Nous invitons cependant à relire, à ce sujet, l'analyse faite par Michel Pelletier dans notre dossier "les assistés sociaux et le monde ouvrier"⁴ sur les pièges d'un revenu minimum garanti qui aura nécessairement ses restrictions s'il n'y a pas de transformations profondes du système économique actuel.

La recommandation sur le logement est d'une urgence criante devant l'inconséquence des taux de loyers pour les assistés sociaux et les retraités: \$65.00 par mois pour une personne seule, \$85.00 par mois pour un couple. Quelle sorte de loyers peut-on trouver à ce prix?

La situation de double exploitation des femmes, personnes de seconde zone puisqu'aucune rémunération ne peut les évaluer, exige aussi des changements importants, dont la reconnaissance du statut de travailleuse à part entière pour la mère de famille. Ce qui leur donnerait accès au régime des rentes.

Droit au logement, droit des femmes, droits des personnes âgées, droits bafoués chaque jour dans "une société, nous dit-on, en santé"!!!

² Dossier "Vie Ouvrière", n° 116 "Les ouvrières du vêtements", p. 330.

³ Dossiers "Vie Ouvrière", n° 121 "Hommes de peine et Femmes de ménage".

⁴ Dossiers n° 108, octobre 1976.

La préparation à la retraite est aussi une responsabilité syndicale

Thérèse DESJARDINS,
*Faculté de l'éducation permanente à
l'Université de Montréal.*

Il s'est développé au Québec depuis 1974 de nombreux programmes de préparation à la retraite. Ces programmes sont offerts par les services d'éducation aux adultes, secteur éducation populaire des commissions scolaires, des Cegeps et de certaines universités. Plusieurs CLSC, qui ont des projets communautaires avec des personnes âgées, en ont aussi mis sur pied.

Dans le milieu de travail, le développement est moins rapide. Quelques entreprises privées et publiques, entre autres les gouvernements fédéral et provincial, en ont organisé à l'intention de leurs employés. Certains l'ont fait en collaboration avec des institutions éducatives (Cegeps, Universités), d'autres en ont assumé seules l'organisation. Peu de syndicats s'y sont directement intéressés.

Ces programmes sont offerts généralement à raison d'un soir par semaine, pendant 9 à 10 semaines. Les thèmes qui y sont abordés touchent tous les aspects de la vie du futur retraité: santé, revenus à la retraite, questions juridiques, choix du logement, les services offerts aux retraités. On y traite aussi des difficultés psychologiques que rencontre le retraité, de l'ajustement du couple, des relations avec les autres générations. Certains programmes consacrent une soirée à discuter avec les participants de la situation économique des retraités au Québec et des causes sociales de cette situation.

Ce que les participants apprécient avant tout dans ces rencontres, c'est le fait de pouvoir échanger avec d'autres qui sont dans la même si-

tuation qu'eux; comme la moyenne d'âge est de 57 ans (l'âge variant de 48 à 70 ans), cette expérience de groupe est pour la plupart d'entre eux une expérience tout à fait nouvelle.

De là naît un sentiment de solidarité qui incite le groupe à vouloir poursuivre les rencontres et à garder le contact. Il s'est même créé depuis 1975 deux associations de pré-retraités et retraités à Montréal (les 3 R de Rosemont) et à Drummondville (Mouvement préparation retraite) qui regroupent chacune plusieurs centaines de membres. D'autres sont en train de se constituer. Ces associations qui se démarquent des clubs d'âge d'or par leurs objectifs et leur structure de fonctionnement veulent devenir une voie pour les retraités et les pré-retraités qui n'ont à l'heure actuelle aucun lieu de regroupement pour se faire entendre. L'expérience du *Manifeste sur la situation économique des retraités* dont il est question dans un autre article du présent numéro, est un premier geste significatif de cette volonté.

La vie de travail conditionne la retraite

Ces associations sont aussi préoccupées de recréer une vie communautaire à l'échelle du quartier et de rompre l'isolement de leurs membres. Leurs diverses activités d'entraide, de bénévolat, de formation se veulent autant de moyens de réinsertion sociale des retraités. Malheureusement, ces associations sont peu nombreuses et rejoignent peu de retraités. Quelles que soient d'ailleurs les améliorations qu'elles pourraient apporter à la situation actuelle, si elles se multiplient, celles-ci demeureront partielles et insuffisantes, si parallèlement on n'agit pas au niveau des causes de cette situation: les conditions de travail et les conditions de mise à la retraite des travailleurs. Car, c'est la vie de travail qui détermine en dernière analyse ce que sera la retraite.

Les retraités actuels qui ont vécu la crise, ont eu des bas salaires, des conditions pénibles d'emploi, se retrouvent dans une condition économique inacceptable et qui va en se détériorant à cause de l'inflation. Il faut savoir que la majorité d'entre eux dépendent des revenus publics de retraite pour leur subsistance. Or, comme ces revenus ont été conçus comme complément à l'épargne personnelle, 63% des retraités québécois sont pauvres. Les chiffres sont éloquentes.

En janvier 1977, sur 490,463 retraités au Québec, 310,217 d'entre eux recevaient des régimes publics fédéraux la presque totalité de leurs re-

venus de retraite. 145,166 retraités avaient comme seule source de revenus la pension de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti. Ce qui donnait à une personne seule \$240.47 par mois et à un couple \$458.74. Les 165,051 autres retraités recevaient la pension de vieillesse, et *une partie* du supplément de revenu garanti, parce qu'ils avaient une autre source de revenus, laquelle ne devait pas dépasser toutefois \$2,400 pour une personne seule et \$4,272 pour un couple. Cela donnait comme maximum (tous les revenus inclus) \$341 par mois pour une personne seule.

Le Sénat canadien a déterminé en 1976 le seuil de pauvreté à \$301 pour une personne seule et à \$502 pour un couple. On peut donc conclure que 63% des retraités québécois vivent au seuil de la pauvreté, selon les critères mêmes du gouvernement.

Responsabilité syndicale

Seuls les travailleurs organisés pourront négocier par le biais de leurs conventions collectives, des conditions de travail (salaires, revenus de retraite...) qui pourront empêcher cette situation de se perpétuer. Le débat mené actuellement aussi par les organisations ouvrières sur les fonds de pension privés est d'autant plus important qu'à l'heure actuelle ils ne touchent que 40% des travailleurs, ne sont pas transférables et rarement indexés, et que peu de cotisants retirent le plein montant de la rente. Ces régimes ont été jusqu'à maintenant, en définitive, une source d'investissement de capitaux pour l'employeur.

La recommandation du *Manifeste*¹ de mettre sur pied un régime public géré par le Régime des rentes du Québec qui garantirait à tous 70% du salaire antérieur (avec un minimum et un maximum) devrait être sérieusement envisagé, comme solution à plus ou moins long terme.

Concernant plus spécifiquement les conditions de mise à la retraite, l'aménagement de temps de travail pourrait éviter aux travailleurs la rupture brutale avec le monde du travail. La formule d'une retraite graduelle permettrait au futur retraité de s'adapter progressivement à une

¹ *Manifeste* sur la situation économique des retraités, p. 16. C'est aussi une des recommandations de l'étude du conseil de développement social, *Quel choix nous est laissé? Les politiques de retraite au Canada*. Traduction française. Ottawa, novembre 1976.

augmentation de son temps libre, au lieu de se retrouver avec 105 heures de temps libéré à occuper du jour au lendemain.

D'autres formules pourraient être mises à l'essai. Par exemple, celle de la diminution du temps horaire, soit 4 jours par semaine au lieu de 5, puis 3, ou la formule des demi-journées... ou une diminution du nombre d'heures par jour selon les types de travail. La réaffectation des travailleurs âgés à des tâches moins dures, peut-être en équipe où ils pourraient quand même utiliser l'expérience acquise au cours des années, serait un moyen de combattre la dévalorisation qu'éprouve le travailleur âgé confronté à la poussée des jeunes et des nouvelles technologies.

Par ailleurs, beaucoup de travailleurs se retrouvent démunis à la retraite parce que le travail auquel ils étaient astreints ne leur a pas permis de développer toutes leurs potentialités. Ces congés-éducation pour les travailleurs à partir de 50 ans, hommes et femmes, soit pour un recyclage ou tout autre type d'activité moins immédiatement reliée au travail leur permettrait, soit de se mettre au fait de nouvelles techniques ou de se découvrir de nouveaux intérêts qu'ils pourraient continuer à développer en dehors du travail et à leur retraite.

Toutes ces diverses modalités de réorganisation du travail devraient être discutées avec les travailleurs âgés, comme aussi l'âge de la retraite et le principe de la retraite facultative. Ils sont certainement les plus aptes à trouver les formules qui pourraient les satisfaire. C'est pourquoi il est important que ces sessions de préparation à la retraite puissent être offertes dans le milieu syndical. Elles seront le lieu de ralliement et de discussion où les travailleurs pourront se faire entendre de leurs représentants, en plus de recevoir les informations dont ils ont besoin au moment de prendre leur retraite. Elles pourront aussi rejoindre des travailleurs qui seraient réticents à s'inscrire à de tels programmes au niveau de leur quartier.

Il va sans dire que tous ces réaménagements concernent aussi les travailleuses âgées. Les politiques discriminatoires, au niveau des salaires, des fonds de pension, de l'âge de la retraite font que "*être âgée et femme sont au Québec un indice de pauvreté*", 82% des femmes âgées ayant un revenu qui les situe au-dessous du seuil de la pauvreté.

En fait, c'est à une politique globale de la retraite qu'il faut en arriver. Les organisations ouvrières comme les associations de pré-retraités et retraités devront mettre leurs efforts en commun pour en assurer la réalisation.

Une société à refaire mais comment ?

par le Réseau des POLITISÉS CHRÉTIENS

À l'occasion de sa réunion annuelle, la Conférence des Évêques Catholiques du Canada publiait récemment une importante déclaration pastorale intitulée *Une société à refaire*. Cette déclaration épiscopale constitue un vibrant plaidoyer en faveur d'une société plus juste, plus humaine et plus fraternelle. Elle exhorte les catholiques du Canada à s'engager dans la construction d'une telle société et donne un appui à ceux et celles qui luttent ainsi pour promouvoir la justice.

Le capitalisme en question

Nous tenons à signaler comme courageux et lucide le regard que portent les évêques sur l'héritage d'un capitalisme sans cœur et sans âme, mû par la seule recherche du profit et fondé sur un droit de propriété privée absolue; d'un capitalisme générateur d'inégalités et d'injustices, inspirateur d'une religion matérialiste, individualiste et idolâtre de la consommation. Il nous tient à cœur de souligner à cet égard une certaine évolution dans la pensée sociale de l'Église. Il n'y a pas si longtemps, en effet, l'enseignement social catholique croyait devoir, au nom de l'Évangile, légitimer à tout prix les "principes" du capitalisme dont il se contentait de critiquer les "abus" trop flagrants. Aujourd'hui, c'est la base même du système d'exploitation et d'oppression de notre société qui est questionnée: il "s'est développé un système néfaste qui considère le profit comme moteur essentiel du progrès économique, la concurrence comme loi suprême de l'économie, la propriété privée des moyens de production comme un droit absolu, sans limites ni obligations sociales correspondantes".

Et le marxisme?

Nous devons par ailleurs nous étonner de voir les évêques canadiens dénoncer avec une égale vigueur — et presque du même souffle — les mouvements qui, dans notre société, en s'inspirant d'un projet socialiste et d'une approche marxiste, luttent précisément pour transformer en profondeur cette société dans laquelle nous vivons. Nous nous étonnons spécialement de voir ainsi renvoyées dos à dos, comme étant en contradiction avec l'Évangile, deux idéologies présentées comme actuellement "dominantes" dans notre société. Une telle équivalence, au seul plan des faits contestables, nous surprend. Comment, en effet, peut-on présenter comme également "dominantes" une idéologie (et une pratique) capitaliste qui imprègne chacune des pores de notre culture (y compris dans des réalités aussi sacrées, pour les croyants, que la fête de Noël, par exemple) et une idéologie marxiste dont la plupart s'entendent pour dire qu'elle n'est portée, chez-nous, que par des poignées de travailleurs et de militants!

Même si l'on admettait sans question les sévères critiques adressées à l'une et l'autre de ces idéologies, il faudrait en vérité constater que, dans notre société, une telle critique n'affecte pas de la même manière l'idéologie capitaliste et la pensée marxiste. C'est, faut-il le dire, une simple question de bon sens et, peut-être aussi, de "fair-play": on ne produit pas les mêmes effets en "tapant aussi fort" sur David que sur Goliath...

Une idéologie incompatible avec la foi?

Mais, plus profondément, ce sont les arguments mêmes que les évêques apportent pour rejeter avec force le marxisme qui suscitent notre étonnement et notre déception. Nous étions, en vérité, portés à penser que des années de dialogue ouvert et fraternel entre chrétiens et marxistes avaient au moins permis de dissiper certaines affirmations douteuses au nom desquelles l'Église a longtemps condamné le marxisme. Hélas, il ne semble pas que ce soit le cas.

Ainsi, par exemple, on présente encore d'emblée le marxisme comme une idéologie "qui nie l'existence de Dieu et son intervention dans l'histoire". Mais le marxisme, comme "grille d'analyse" de la société, et comme programme politique pour la transformation des structures d'exploitation, peut-il être autre qu'athée? Toute discipline scientifique

est nécessairement athée, matérialiste, en ce sens qu'elle ne s'autorise pour expliquer le réel matériel d'aucune causalité surnaturelle. Et une utilisation du matérialisme historique comme méthodologie ou approximation scientifique pour expliquer et faire évoluer les formations sociales n'a pas de lien nécessaire avec un parti-pris pour ou contre Dieu au niveau de la philosophie. Fait-on à la psychanalyse ou à la physique le procès d'être matérialistes et de pas faire sa place à une intervention de Dieu dans l'histoire?

Si cette décantation du matérialisme historique par rapport à l'athéisme n'est pas toujours réalisée dans la pratique, encore faut-il s'apercevoir qu'il revient aux chrétiens de la faire, et de la faire reconnaître. C'est à eux qu'il revient d'imposer la vérité de l'Évangile comme compatible avec la juste critique que le marxisme exerce vis-à-vis de la société capitaliste et d'un type de religion aliénante qui fait le jeu de l'exploitation.

Par ailleurs, on ne peut ignorer l'intérêt neuf et croissant, (à cause justement du poids que représentent les chrétiens dans le processus révolutionnaire de certains pays) que des marxistes et même certaines instances officielles du mouvement communiste international, accordent à la "question religieuse". Il est donc important de tenir compte des recherches et expériences tentées par de nombreux chrétiens depuis des années pour assumer à la fois les exigences de l'Évangile et celles du marxisme comme instrument de connaissance historique et pratique de transformation sociale. De telles expériences sont présentées par les évêques comme étant "fort dangereuses", l'idéologie marxiste "contenant des postulats inacceptables pour des chrétiens".

Nous admettons sans difficulté que ces tentations ne sont effectivement pas faciles et qu'elles comportent une part de risque: comme toute recherche visant à élaborer une "intelligence de la foi chrétienne" en tenant compte des mots et des réalités inédites d'une culture nouvelle. Et nous ne voulons pas oublier, à cet égard, que de nombreuses mises en garde de ce genre furent, en son temps, adressées à Thomas d'Aquin lui-même qui, au grand scandale de plusieurs de ses contemporains, prétendait se servir d'un système philosophique "païen", transmis à l'Europe médiévale par des penseurs musulmans, panthéistes et parfois même athées. Les évêques français, dans leur document "Foi et marxisme en monde ouvrier" ne reconnaissent-ils pas la nécessité de cette ouverture:

“L’histoire de l’Église nous apprend par ailleurs qu’à bien des époques la tension apparemment insurmontable entre la foi et certains courants philosophiques a été de fait progressivement dépassée. Ainsi des portes nouvelles ont été ouvertes à l’annonce de l’Évangile: par exemple dans les modes de pensée hérités du monde gréco-latin... Ce n’est possible que si ces systèmes de pensée s’ouvrent pour accueillir le mystère du Christ ‘qui est scandale pour les Juifs et folie pour les païens’, et dont la nouveauté radicale dépasse toutes les ‘sagesses’ humaines”.

Une image déformée du marxisme

Mais ce n’est pas uniquement au plan de la foi que le marxisme, selon les évêques canadiens, est inacceptable. Celui-ci, ajoute-t-on, “rejette la dimension et la vocation spirituelles de l’homme... il ne prétend voir en la personne que sa fonction économique”. S’il est un système qui a réduit l’homme à sa fonction économique, c’est bien le système capitaliste lui-même qui n’en fait qu’une stricte force de travail à exploiter, le temps qu’elle est rentable, pour ensuite l’expédier sur le chômage et sur le bien-être social. Le marxisme constate d’abord cet état de fait.

Le marxisme est par ailleurs vu comme une idéologie qui “aliène la liberté individuelle dans la collectivité”. Les évêques ouvrent ici un débat qu’il faudrait serrer de près. Soulever la question de la liberté individuelle c’est aussi se demander ce que veut dire la liberté pour ceux qui n’ont pas de travail, pour ceux qui n’ont pas de revenus suffisants pour se loger convenablement, pour se nourrir suffisamment, pour un amiantosé de 45 ans, etc. La liberté, c’est grand et grave, mais dans notre société, elle a un peu, beaucoup, le caractère bourgeois. Massivement, elle se mesure à l’épaisseur des porte-feuilles et à la hauteur des positions sociales.

Pendant, en évoquant le thème de la liberté, les évêques avaient possiblement à l’esprit les expériences de société dont le marxisme a inspiré l’organisation politique. Signalons à ce sujet que de fort nombreux marxistes se gênent de moins en moins pour critiquer eux aussi, et au nom même du marxisme, les faiblesses et les échecs de telles expériences historiques. Mais nous nous prenons surtout à penser qu’il faudrait alors dénoncer avec une égale vigueur toutes ces sociétés qui, à travers l’his-

toire, et au nom du christianisme, ont érigé des systèmes politiques où la liberté trouvait bien peu son compte. Si, donc, il demeure possible d'être chrétien en dépit de l'Inquisition ou des régimes "chrétiens" des colonels sud-américains, au nom de quelle logique peut-on rejeter définitivement le marxisme à cause de certaines de ses expressions historiques effectivement discutables?

Mais, poursuit-on, le marxisme "propose une dialectique de la violence comme moyen de transformation sociale" — ce qui ne saurait être acceptable pour des chrétiens. Ce qu'il faut savoir c'est que ce n'est pas Marx qui a inventé la lutte des classes. Ce sont les économistes capitalistes du 19^e siècle qui en ont d'abord constaté l'existence. La violence n'est pas "promue" par le marxisme. Elle surgit au cœur même de l'exploitation capitaliste sur laquelle se fonde notre société. Ce que les marxistes refusent, c'est de camoufler cette violence institutionnelle — également dénoncée par des pasteurs chrétiens, tel Don Helder Camara — et de faire comme si elle n'existait pas déjà en prônant, par exemple, une "réconciliation" immédiatement accessible en dépit des conflits qui opposent les groupes humains. Dans une période de crise profonde de l'économie capitaliste comme celle que nous traversons présentement (le chômage n'a jamais été aussi élevé, chez-nous, depuis la grande dépression des années '30), on se demande bien, en fait, où est la véritable violence contraire à l'Évangile: celle qui condamne au chômage et à la pauvreté des milliers de travailleurs ou celle qui, au-delà des vœux pieux et stériles, entend concrètement modifier un tel état de choses?

Une déclaration pour un temps de crise

Incidentement, dans un tel contexte de crise économique, on peut se demander quel impact réel une déclaration comme celle des évêques risque d'avoir sur notre société. En rejetant comme ils le font le marxisme autant que le capitalisme, les évêques risquent en fait de démobiliser une grande partie des chrétiens qui, exaspérés par les injustices que la crise ne réussit justement plus à masquer, entendent se donner les moyens pour lutter contre le système qui l'engendre. Ce faisant, l'enseignement social catholique risque, encore une fois, de succomber à ce vieux mirage (populaire chez-nous par les temps qui courent) d'une "troisième voie" équidistante du capitalisme et du socialisme. Comme celle qui, à l'époque de la grande dépression, préconisait une "restauration

tion corporatiste de l'ordre social chrétien", une telle solution n'a que l'inconvénient de n'avoir pas de "mains". Ce "mythe" de la "troisième voie" risque ainsi, comme son pendant des années '30, de donner au capitalisme le répit dont celui-ci a besoin pour reprendre son souffle, surmonter sa crise et sauvegarder sa domination.

Un idéal qui se donne des mains

En tous temps, affirment les évêques au début de leur déclaration, les idées mènent le monde. Encore faut-il que les idées — y compris les idées évangéliques — aient des mains pour n'être pas de pures utopies aliénantes ou de simples instruments de camouflage idéologique. Pour vivre les "valeurs" évangéliques, les chrétiens ne peuvent en aucune manière, se soustraire à la médiation des idéologies politiques et des modèles concrets d'organisation de la société. À notre avis, il en est qui sont plus propices à l'éclosion de l'Évangile, et le capitalisme aussi renouvelé soit-il, n'est pas de ceux-là.

Une déclaration relative

Il faut être "du terrain" et partie prenante des enjeux qui se jouent dans les organisations ouvrières et populaires pour savoir combien une déclaration comme celle des évêques est somme toute abstraite, sans écho du quotidien de ces organisations et de ses déchirements concrets. Nous sommes davantage en présence d'une dispute de principes. Et pourtant, le plus important demeure la pratique. Aussi, les marxistes et les chrétiens progressistes apprécient-ils toujours ce genre de déclaration à la lumière de la pratique de ceux qui les émettent. Il faudra un jour parler plus précisément de la pratique des évêques et de l'Église dominante. Alors nous serons en mesure d'apprécier plus justement les intérêts qu'ils défendent et la vérité des principes qu'ils mettent de l'avant.

Ceci dit, l'ensemble de la déclaration épiscopale a résisté à la traditionnelle condamnation sans appel du marxisme. Le traitement nouveau que l'on a fait de cette question permettra à plusieurs chrétiens de poursuivre leur recherche et leur pratique dans le sens des intérêts de la classe ouvrière sans subir l'exclusion de la communauté de foi.

Recensions

Villedieu, Yanick: *Demain la Santé, ou Vivre et Mourir au Québec*, Éditions Québec-Science.

Ouvrage de base, extrêmement intéressant pour celui qui se préoccupe de l'aspect socio-politique de la santé. Yanick Villedieu, journaliste indépendant et collaborateur régulier de "Québec-Science", après avoir brossé une carte de la santé au Québec et de ses inégalités, analyse le système de santé et son fonctionnement. Il se penche aussi sur les limites et les responsabilités de changement dans ce combat contre la maladie. Pour lui, la santé est une tâche politique. On y trouve donc matière à réflexion en même temps que d'excellentes pistes de recherche sur les liens possibles entre la maladie et les conditions de vie et de travail.

S.B.

Beaulne, Pierre: *La Social-Démocratie en Allemagne*. Éditions du Centre de Formation Populaire, \$3.50.

Au moment de l'approche de la levée des contrôles, alors que le tripartisme, "avec ses mécanismes institutionnels de collaboration entre le patronat, les syndicats et le gouvernement" tente davantage de multiplier ses réseaux d'implantation, un document important vient de paraître, au Centre de Formation Populaire (C.F.P.) sous la plume de Pierre Beaulne, intitulé: "La Social-Démocratie en Allemagne". Document important car c'est du modèle allemand que s'inspirent largement nos stratèges fédéraux pour contrer la crise mais surtout arriver à désarticuler la résistance ouvrière. "Toute une série de nouvelles institutions "participatives" pourraient bientôt voir le jour, permettant à l'état capitaliste de gérer l'économie sans susciter de trop fortes résistances, en particulier du côté de ceux à qui on veut faire payer la note, les travailleurs".

Vous pouvez vous procurer ce document en téléphonant au C.F.P. à (514) 842-2548.

L.L.

Nouvelles brèves

Colloque organisé par D.V.O.

Le 22 février, Dossiers "Vie Ouvrière" tenait une première soirée d'échange sur le thème "Les chrétiens et le projet socialiste". Avaient été invités, les abonnés de la région de Montréal, ainsi que les membres du M.T.C. et du Réseau des Politisés chrétiens. Environ 80 personnes ont participé à la rencontre, parmi lesquelles 72 ont répondu à la grille d'évaluation.

La rencontre voulait prolonger la réflexion sur les deux derniers dossiers: **Le Sommet économique** (No. 118) et **Les chrétiens et le projet socialiste** (No. 120), avec la collaboration de 3 panellistes ayant contribué à leur élaboration. Le buzz-session qui suivit, a permis de dégager un certain nombre de questions qui tracent déjà la voie à un projet de seconde rencontre. Cette fois, tenter de défricher ce "que faire?" qui préoccupait les participants en quittant la salle. Voir avec des travailleurs militants à la base comment, dans le quotidien, articuler une pratique qui façonne un projet socialiste chez nous.

Dans une revue de France

L'article de Raymond Levac, "Les chrétiens d'ici et le projet socialiste" a été reproduit dans la revue française "Masses Ouvrières" du mois de mars. La présentation de l'éditeur souligne deux aspects particulièrement intéressants: l'enracinement du courant socialiste au Québec et les questions que se posent les chrétiens. Masses Ouvrières est la revue de l'A.C.O. française (23, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris).

Incorporation civile de D.V.O.

Notre revue vient de recevoir sa charte civile sous le régime de la 3e partie de la loi des compagnies. La corporation éditrice, à but non lucratif, se nomme désormais: "Revue Vie Ouvrière incorporée". Fondée et soutenue depuis 27 ans par les Oblats de Marie-Immaculée, la revue devient maintenant autonome et devra compter plus que jamais sur chacun de ses lecteurs. L'incorporation était devenue nécessaire devant les nouvelles lois de l'impôt.

Présence au Salon International du Livre

Cette année encore, la revue Dossiers "Vie Ouvrière" sera présente au Salon International du Livre à Québec, du 11 au 16 avril (stand 180). Nous vous invitons à venir nous rencontrer et à amener vos amis. "Vie Ouvrière, c'est notre affaire": c'est le slogan de notre campagne d'abonnements.

BERNARDIN FRÈRES INC.
ASSURANCES — INSURANCE

8000 ST. DENIS, MONTREAL H2R 2G1
TEL. 384-9200



SIÈGE SOCIAL: 625 Deslauriers, St-Laurent 336-7070

MONTREAL:	5940 Papineau	273-8861
	6270 ouest St-Jacques West	489-8221
	9061 boul. Pie IX Blvd.	325-0562
POINTE-CLAIRE:	Centre d'Achats Fairview	
	Fairview Shopping Centre	694-3310
ST-LAURENT:	3703 Côte-Vertu	336-7840
LAVAL:	1690 boul. Labelle Blvd. (Chomedey)	688-3751
	1179 des Laurentides, Vimont	
LONGUEUIL:	405 ouest Curé-Poirier West	677-9136
P.A.T.:	11675 est Notre-Dame East	645-9261
GREENFIELD PARK:	900 boul. Taschereau	
VITRERIE GÉNÉRALE:		
PLATE GLASS:	8120 Alfred, Ville d'Anjou	354-7550

G. Lebeau Ltée / Ltd.

F.-X. DROLET INC.

Atelier de mécanique et fonderie

Spécialité: ascenseurs

QUÉBEC, 245, rue Du Pont
MONTREAL, 2111, boul. Henri-Bourassa est

Tél.: 522-5262
Tél.: 389-2258



SOMMAIRE

Le syndicalisme à St-Hyacinthe

Bûcheron dans le Bas-du-Fleuve

La vie d'un lumber-jack

Deux couples de Valleyfield

Pourquoi je me suis engagé dans le syndicat

Une mise à la retraite forcée

Devenir étranger chez soi: les amérindiens

Pour une histoire populaire

La situation économique des retraités

Les recommandations du Manifeste

Une responsabilité syndicale